

inprecor

correspondance de presse internationale

# inprecor

décembre 2024 n° 727

5,50 € / 8 CHF

## La question nationale 2/2



Sophie Binet & Daniel Tanuro

Conversation sur le  
syndicalisme et l'écologie



## Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

### Rédaction et administration :

PECI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France  
Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : [redaction@inprecor.fr](mailto:redaction@inprecor.fr)

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

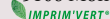
Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

## Sommaire

### Éditorial

Kay Mann

La victoire de Trump et les enjeux pour le mouvement ouvrier socialiste 3

### État espagnol

Joana Bregolat

Entre urgence et désastre, un regard écosocialiste sur la DANA et ses effets 5

### Algérie

Nasser U Haddad

Tebboune : l'enjeu d'un deuxième mandat 10

### Syndicalisme et écologie

Conversation entre Sophie Binet et Daniel Tanuro 14

### Dossier Question nationale (partie 2)

Jaime Pastor

L'évolution de la pensée de Lénine sur la question nationale 24

Catherine Samary

Questions nationales, sociales, politiques – l'expérience de la Yougoslavie socialiste 32

### IV<sup>e</sup> Internationale

Souscription pour le congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale

39

### 25 novembre

Dans la rue contre les violences faites aux femmes

40

Attention, nous avons changé d'adresse, merci d'adresser désormais vos courriers au 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil. Notre téléphone est maintenant le 01 48 70 42 25.

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet: [la-breche.com](http://la-breche.com)

## Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44  
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens numéros



Les réseaux sociaux



**Pour que inprecor puisse continuer, Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

## Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois)  55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois)  71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois)  90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) 92 € (1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit 40 € (1 an)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : ..... Pays : .....

Tél./Fax : ..... E-mail : .....

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, **inprecor** a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser **inprecor** autour de vous !

# La victoire de Trump et les enjeux pour le mouvement ouvrier socialiste

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis illustre l'une des tendances politiques les plus dangereuses du monde actuel. Des politiciens autoritaires d'extrême droite arrivent au pouvoir, tels que Modi en Inde, Orban en Hongrie et Bolsonaro (actuellement écarté du pouvoir) au Brésil. Ils font ouvertement appel, attisent des sentiments nationalistes et racistes et mènent des politiques réactionnaires contre l'avortement, les droits LGBTQI+, avec un déni du changement climatique, le tout dans un contexte d'austérité néolibérale. Le nouveau gouvernement Trump bouleversera sans nul doute les relations intra-impérialistes, apportera son assistance et son soutien à la guerre de Netanyahou contre Gaza et à son expansion au Liban, tout en menaçant de transférer le soutien américain à l'Ukraine vers la Russie.

Par  
Kay Mann

Bien qu'il ait affirmé avoir bénéficié d'une large victoire, il est devenu clair, au fur et à mesure que les derniers votes sont comptés, que Trump, bien qu'il ait gagné la majorité du collège électoral, n'a pas reçu la majorité des votes sur le plan national (1). Néanmoins, Trump et son parti, les Républicains, qui ont conservé leur majorité à la Chambre des représentants et remporté la majorité des sièges au Sénat, ont l'intention de gouverner comme s'ils disposaient d'une majorité écrasante.

## Trump concentre tous les pouvoirs

Avec une solide majorité conservatrice à la Cour suprême, Trump et son parti contrôlent les trois branches du gouvernement,

ce qui limite les capacités des Démocrates à s'opposer aux politiques qui seront mises en place. Trump et ses alliés, y compris les auteurs du document ultra-réactionnaire Project 2025, pourront ainsi adopter de nombreuses mesures réactionnaires allant de la destruction des protections environnementales et des droits syndicaux à l'abolition des droits reproductifs, en passant par l'augmentation de l'exploration des combustibles fossiles, la remise en cause de l'éducation publique, le harcèlement des personnes LGBTQI+, en particulier des personnes transgenres, et très probablement une attaque contre Medicare, Medicaid – les programmes fédéraux de santé pour les retraité·es et les personnes vivant sous le seuil de pauvreté –, la Sécurité sociale et les pensions gouvernementales pour les retraité·es mises en place en 1935.



## Kay Mann

Kay Mann est membre de Solidarity, organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale aux États-Unis, et professeure de sociologie à l'Université. Traduit par Antoine Larrache.

Une nouvelle série de réductions d'impôts enrichira les ultra-riches tout en réduisant les programmes publics. Les étudiant·es qui, notamment sur les campus, protestent contre le soutien des États-Unis à l'assaut d'Israël sur Gaza, seront très probablement confrontés à une répression accrue. Et dans l'immédiat, Trump menace d'utiliser l'armée américaine et les unités de la Garde nationale pour rassembler et expulser des millions d'immigré·es sans papiers.

Dans ce numéro nous publions la suite de notre dossier sur la question nationale, commencé dans le numéro 726, avec des contributions de Jaime Pastor et Catherine Samary.

1) Avec 77 millions de voix, Trump a obtenu 49,9 % des suffrages, contre 47 millions (48,3 %) pour Harris, le reste des voix se répartissant entre Jill Stein (Verts), Robert Kennedy et Chase Oliver, qui ont obtenu environ 0,5 % des voix.



## La dispersion de la base sociale des Démocrates

La victoire de Trump est le résultat de plusieurs processus politiques et sociaux. En premier lieu, le bipartisme américain, qui entrave les tentatives électorales des partis alternatifs, crée une dynamique où les gouvernements en place sont tenus responsables des problèmes quotidiens, au profit de l'opposition. De plus, lors de ces élections, Harris, actuellement vice-présidente de Biden, a été perçue comme la représentante du *statu quo*, et donc comme responsable de l'inflation persistante et des difficultés des Américain-es à payer leurs factures quotidiennes. La réulsion suscitée par le soutien du gouvernement Biden-Harris à l'assaut génocidaire de Netanyahu à Gaza a coûté à Harris et aux Démocrates un soutien clé, en particulier dans l'État du Michigan, où résident un grand nombre d'Américains d'origine arabe.

Ces élections marquent également la poursuite de la dissolution de la grande alliance constitutive du Parti démocrate, celle des syndicats et des Afro-Américain-es, qui s'était constituée dans les années 1930. Les politiques d'austérité néolibérales des Démocrates ont affaibli leur base

électorale traditionnelle au profit des Républicains, encore plus néolibéraux. Les Noirs et les Hispaniques ont abandonné progressivement le Parti démocrate. Le machisme a également joué un rôle : les électeurs masculins du Parti démocrate, en particulier les hommes de couleur, se sont divisés entre les votes pour et contre Harris, qui est biraciale (fille d'immigré-es jamaïcain et indienne) et qui aurait été la première femme présidente des États-Unis. 19 % des hommes noirs ont voté pour Trump (contre 5 % des femmes noires), soit une augmentation de six points par rapport au niveau déjà élevé de 2016. 36 % des hommes hispaniques – également en hausse de six points – ont voté pour Trump.

## La menace raciste et guerrière

L'élection de Trump va certainement renforcer les éléments les plus racistes et les plus chauvins de la société américaine. Des groupes nazis ont déjà défilé à Columbus, dans l'Ohio, une ville qui compte une importante population d'immigré-es haïtien-nes et qui fait l'objet d'attaques racistes et anti-immigré-es depuis que, pendant la campagne présidentielle, Trump et son colistier, J.D. Vance, ont prétendu, d'une façon ouvertement raciste, que « *les gens qui viennent [de l'étranger] mangent des chats. Ils mangent les animaux de compagnie des habitants* ».

Bien que le discours de Trump soit fortement isolationniste, son arrivée au pouvoir accroît le risque d'une confrontation militaire avec l'Iran. Les protestations hypocrites du gouvernement Biden concernant la guerre contre Gaza céderont la place à un soutien sans faille à Netanyahu à Gaza, en Cisjordanie et au Liban, et augmenteront le danger d'une guerre contre l'Iran. En choisissant Tulsi Gabbard comme directrice du renseignement national, Trump a démontré une fois de plus qu'il est favorable à l'invasion criminelle de l'Ukraine par Poutine.

Plus largement, les tirades de Trump contre l'OTAN menacent l'alliance des États-Unis et des régimes capitalistes et néo-impérialistes d'Europe occidentale, entraînant

une plus grande instabilité internationale. L'obsession de Trump pour le déficit commercial vis-à-vis de la Chine et son intention, proclamée haut et fort, de mettre en place des droits de douane, notamment sur les importations chinoises, aggraveront l'inflation mondiale pour les travailleur-ses aux États-Unis, et avec elle la menace de guerre.

## Les perspectives pour les socialistes

L'absence d'un parti politique de masse ayant des liens étroits avec le mouvement ouvrier reste un aspect essentiel de la spécificité étatsunienne et un obstacle à la défense des acquis du passé et à des avancées futures. La construction d'un tel parti reste une tâche historique du mouvement ouvrier socialiste. En attendant, les socialistes, les syndicalistes et les militant-es du mouvement social aux États-Unis et dans le monde ont la possibilité et la responsabilité de mettre en place des campagnes de front uni pour résister à l'assaut de Trump contre l'environnement, les droits des femmes, des LGBTQI+ et des minorités racisées, et de continuer à construire un mouvement international de solidarité avec l'Ukraine et la Palestine.

Lorsque Trump a remporté son premier mandat en 2016, les organisations de femmes ont appelé à des rassemblements dans tout le pays, dont un à Washington auquel ont participé un million de personnes. On estime qu'environ vingt-six millions de personnes ont défilé contre la police raciste dans le cadre du mouvement Black Lives Matter en 2020. Ces dernières années, des grèves impressionnantes ont montré la capacité des travailleurs et de leurs syndicats à obtenir gain de cause. Les étudiants de dizaines de campus ont bravé la répression pour exiger la fin de la guerre génocidaire contre Gaza et du soutien des États-Unis à Israël. Ces exemples d'actions de masse militantes sont exactement ce qu'il faut pour lutter contre l'agenda politique et social réactionnaire de Trump, de ses alliés et de l'ensemble de la classe dirigeante. ■

Le 23 novembre 2024



Image de couverture : Vassily Kandinsky, 1923 - Diagonale.

# Entre urgence et désastre, un regard écosocialiste sur la DANA et ses effets

Plus de 200 morts, des populations effondrées et des infrastructures détruites, le bilan de la DANA (1) dans la Communauté valencienne nous laisse toujours plus dévasté-es au fil des jours, et la somme des négligences devient un terreau fertile pour les réponses solidaires, mais aussi pour celles à caractère réactionnaire et d'extrême droite.

Par  
Joana Bregolat

C'est pourquoi, lorsque la catastrophe nous submerge, lorsque l'urgence de la réponse nous percute, le devoir des militants révolutionnaires est de combiner la solidarité populaire, pour répondre aux besoins immédiats dans les zones affectées, et l'analyse en profondeur pour articuler une compréhension de la catastrophe qui désigne les vrais responsables et propose une perspective conflictuelle.

Oui, nous voulons parler de la DANA et de ses conséquences sous l'angle du conflit, car aucun des désastres météorologiques auxquels nous sommes confrontés ne se produit dans le vide : ce sont des symptômes de la crise écologique, de son aggravation dans la région méditerranéenne et de la vulnérabilité dues au système prédateur de production et d'occupation des sols. On ne doit pas l'oublier, malgré la violence exceptionnelle de la catastrophe. On ne peut pas, non plus, dépolitiser cette dernière.

## Les turbulences climatiques en temps de crise écologique

Si nous prenons au sérieux nos analyses lorsque nous parlons de la crise écologique et de ses sauts d'échelle en termes quantitatif et qualitatif, il est essentiel de faire le lien entre les catastrophes que nous vivons actuellement. La région méditerranéenne, par ses caractéristiques physiques et géographiques, est l'une des zones les plus vulnérables : notre mer et notre air sont beaucoup plus chauds que dans d'autres

régions et, dans un contexte de hausse des températures, cela aggrave les effets des pluies torrentielles et des inondations, qui deviendront plus fréquentes et plus fortes. Comme l'explique Gisela Torrents, une atmosphère plus chaude peut stocker plus de vapeur d'eau. Concrètement, pour chaque degré supplémentaire, notre air peut retenir 7 % de vapeur d'eau en plus, qui finira probablement par tomber d'un seul coup, provoquant des phénomènes similaires à ceux que nous avons observés ces jours-ci avec le passage de la DANA sur notre territoire. Cette réalité prend forme alors que la température est déjà supérieure de 1,3 °C à celle de l'ère préindustrielle, et ses conséquences sur le terrain sont aggravées par une occupation territoriale qui ne tient pas compte des caractéristiques géographiques existantes. La réalité concrète du chaos climatique auquel nous assistons dans la Communauté valencienne en témoigne.

Si nous mettons en perspective la vulnérabilité climatique dans laquelle nous place la crise écologique, nous devons comprendre que nous pouvons, certes, améliorer les systèmes d'alerte de la population, augmenter le nombre d'équipes d'urgence pour agir plus rapidement et plus efficacement ; mais nous ne pouvons pas éviter la pluie et probablement pas une grande partie des dégâts matériels qu'elle a causés si nous continuons à occuper des zones potentiellement inondables. Il faut donc mettre en avant que, comme les canicules, la perte des sols fertiles ou les incendies de sixième génération (2), les pluies torrentielles et les inondations comme



**Joana Bregolat**

Joana Bregolat est activiste écoféministe et militante de Anticapitalistas, section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale. Traduit par William Donaura.

celles provoquées par la DANA sont intimement liées aux intérêts du capitalisme fossile qui, guidé par le profit, fait de la barbarie climatique la norme.

Les structures économiques et de pouvoir qui imposent un mode de production basé sur la combustion constante d'énormes quantités de combustibles

1) La DANA (« Depresion Aislada en Niveles Alto », ou « dépression isolée à niveau élevé » en français) est un phénomène météorologique également appelé « goutte froide ». Il s'agit du passage d'une masse d'air très chargée en humidité qui condense brutalement. Ce phénomène est dû au réchauffement des océans et des zones polaires. Voir « Comprendre le phénomène météo "DANA", à l'origine des récentes inondations en Espagne », Antonio Ruiz de Elvira Serra, 31 octobre 2024, *The Conversation*.

2) « Ce terme a commencé à gagner en popularité il y a environ trois ans, lorsque le nord du Chili a été dévasté par l'énorme voracité des feux de forêt. La particularité de ces incendies est une conséquence de l'interaction des conditions climatiques et atmosphériques. L'émission d'un grand volume de chaleur génère des courants d'air qui reviennent vers les flammes et multiplient leurs effets. La fréquence des incendies de sixième génération n'a cessé d'augmenter ces dernières années », OROEL. « Vous jetez six tonnes d'eau et elles s'évaporent avant de toucher les flammes », *jiec.fr*.



# État espagnol

fossiles nous ont habitué à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, à la destruction des écosystèmes et à l'extinction des espèces. Il est essentiel d'affronter directement ceux qui soutiennent le capitalisme fossile, ceux qui profitent de sa destruction et génèrent de nouveaux marchés pour spéculer sur la transition écologique. Nous ne pouvons tolérer que le capitalisme fossile reste en excellente santé et que les gouvernements continuent à lui allouer des millions d'aides, alors que nous, les travailleuses et les travailleurs, continuons à compter nos morts face aux catastrophes qui accélèrent.

Nous devons sortir de la dépendance aux combustibles fossiles, démanteler les structures de pouvoir des entreprises et des États qui la soutiennent, opérer des transformations radicales dans la manière dont nous organisons la vie, et repenser la structure de production de manière à réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO<sub>2</sub>. Cette feuille de route est vitale alors que vivons les turbulences climatiques de la crise écologique, et elle doit être mise en œuvre sous l'angle d'une planification démocratique, sans perdre de vue le fait que pour nous, il ne s'agit pas d'impératifs économiques ou de sécurité

nationale, mais de défendre la vie, des vies dignes. Arrêter la hausse des températures et minimiser les effets de la crise climatique n'est pas seulement une question de survie mais de conflit de classe : face à l'incertitude des impacts générés par les différentes dimensions de la crise écologique, nous voulons anticiper tout ce qui est possible et rompre avec le capitalisme fossile et ses marchés en vue de cet agenda écosocialiste.

## Le retour du binôme mortifère : construction et finance

Pendant des décennies, le cadre de développement du capitalisme fossile dans l'État espagnol a été configuré par une fuite en avant autour du binôme de la construction et de la finance. Nos territoires furent ainsi constitués en terrain de jeu pour les intérêts du capital, et la terre a été considérée, plutôt que comme une valeur d'usage, comme une valeur de consom-

mation, une autre marchandise dont on peut extraire des profits. On en trouve des exemples dans chacun des booms de déve-

veloppement urbain qui ont eu lieu depuis les années 1970. Faire de la construction effrénée une niche commerciale rentable pour quelques-uns comme moyen de réactiver l'économie et découper le territoire a toujours été une pratique séduisante pour les gouvernements de toutes les couleurs en temps de crise.

Les propositions d'expansion d'infrastructures telles que le port de Valence ou l'aéroport d'El Prat, ainsi que la promotion d'infrastructures liées à la monoculture du tourisme telles que le Hard Rock Café à Tarragone, les jeux Olympiques dans les Pyrénées, la Coupe de l'America à Valence et à Barcelone, s'inscrivent dans un *continuum* économique spéculatif. La marchandisation de toutes les terres – qu'il s'agisse de terres agricoles comme on le voit avec la nouvelle proposition d'urbanisation à Benimaclet

“ Une atmosphère plus chaude peut stocker plus de vapeur d'eau. Concrètement, pour chaque degré supplémentaire, notre air peut retenir 7 % de vapeur d'eau en plus, qui finira probablement par tomber d'un seul coup. ”



[district dans le nord de Valence] ou de terres inondables comme on le voit avec le PDU (3) des Tres Xemeneies à Sant Adrià del Besòs et Badalone (4) – est acceptée quelles qu'en soient les conséquences problématiques et l'augmentation de notre vulnérabilité.

Si nous concentrons notre attention sur la prolifération des pluies torrentielles et des inondations, il est essentiel de souligner les implications écosociales de la cécité environnementale et territoriale du binôme construction-finance lorsqu'il promeut la construction de zones inondables et lorsqu'il croit que la construction de barrières de défense artificielles élimine le danger que représente l'occupation des espaces proches des rivières et des ravins. Il en ressort une conclusion importante : les impacts de la DANA n'ont pas seulement été graves, ils ont été tragiques et dévastateurs en raison d'un modèle d'occupation territoriale incontrôlée, promu par les entreprises de construction et les fonds d'investissement, et protégé par les gouvernements. Par conséquent, pour éviter que cela ne se reproduise, nous devons revoir tout ce qui a été construit dans les zones inondables, arrêter tous les nouveaux permis de construire et déplacer les installations et les logements des zones à haut risque vers des endroits sûrs.

Actuellement, environ 2,7 millions de personnes dans l'État espagnol vivent dans des zones à haut risque d'inondation et, selon le nouveau plan de gestion des risques d'inondation du gouvernement central, ces zones inondables comprennent 45 hôpitaux, 985 centres éducatifs, 358 maisons de retraite et 9 aéroports. Le risque que ces données mettent en évidence ne doit pas nous paralyser, il doit nous encourager à repenser notre planification territoriale et à le faire en tenant compte des limites physiques, des besoins pour la reproduction quotidienne de la vie des habitants et de la reproduction des ressources qui existent aujourd'hui. Cela implique une réflexion difficile mais importante : nous ne pouvons pas nous permettre de reconstruire ce qui a été détruit dans les zones inondables, nous ne pouvons pas nous permettre de transformer l'économie des catastrophes en un nouveau marché de niche pour le binôme mortifère construction-finance.

On ne peut pas faire dépendre la sécurité des équipements publics et collectifs et des logements de nouveaux ouvrages de défenses artificielles contre les pluies torrentielles et les inondations. Comme l'affirme

Ecologistas en Acción dans son communiqué, la construction de nouvelles barrières hydrauliques n'est pas une solution aux inondations : elles les aggravent. Elles génèrent un faux sentiment de sécurité, ce qui conduit à l'occupation continue d'espaces qui appartenaient à l'origine au cours de la rivière et aux ravins. Elles enserrant l'eau dans un espace réduit, en augmentant la vitesse et la hauteur, de sorte que lorsqu'elle déborde, les conséquences sont plus graves en raison de l'intensité ; et, par ailleurs, elles n'éliminent pas les inondations, elles les déplacent seulement d'un endroit à l'autre, déplaçant les impacts d'une zone à l'autre. D'où l'importance de ne pas poser une pierre de plus dans les zones inondables, de ne pas y approuver un permis de construction de plus et que notre économie ne dépende pas de ces zones. La manière dont nous construisons et où, la manière dont nous fabriquons les structures qui nous permettent de nous déplacer, dont nous construisons nos relations avec la nature et les ressources (rivières, forêts, mers...) des lieux où nous vivons est essentielle pour repenser le modèle d'occupation territorial, en gardant à l'esprit les incertitudes de la crise écologique.

En ce sens, il est important de souligner que l'impact de la DANA ne se limite pas aux municipalités où des milliers de bénévoles consacrent du temps et des ressources pour les rendre à nouveau habitables : les tâches de nettoyage jouent également un rôle central pour éviter des conséquences de la DANA sur l'Albufera (5). La stagnation des eaux usées, les produits polluants et l'accumulation de déchets constituent un risque pour la santé et la sécurité des habitants et pour l'écosystème diversifié que les zones humides abritent. Les effets potentiels sur l'Albufera peuvent menacer des espèces en voie d'extinction et modifier les fonctions écosociales de la zone. Et il n'est pas du tout anodin que le métabolisme écologique et environnemental du territoire puisse être altérée : les zones humides sont des puits capables de capturer et de stocker deux fois plus de carbone que les forêts, et leur destruction accroît la vulnérabilité de la région au changement climatique. On ne

peut pas se permettre que les intérêts du binôme construction-finance aggravent les conséquences de la crise écologique, et encore moins qu'ils entravent la protection et le rétablissement environnemental des zones touchées.

Cependant, il est nécessaire d'aller plus loin pour arrêter le binôme destructeur : jusqu'en 2015, les zones inondables dans l'État espagnol n'étaient pas déclarées terrains non aménageables ; et pourtant, aujourd'hui encore, on observe que des requalifications ont lieu lorsque les intérêts du binôme de la construction et de la finance sont en jeu. C'est pourquoi nous devons non seulement inverser le modèle d'occupation des terres, mais nous devons également demander des comptes à ceux qui ont promu, exécuté, facilité et approuvé de nouvelles constructions dans les zones inondables et qui, aujourd'hui encore, défendent leurs intérêts au nom de l'économie, sans se soucier de nos vies.

De plus, dans une optique écosocialiste, la réponse à l'urgence causée par la DANA dans les zones inondables doit inclure une socialisation urgente des logements dans les zones non inondables : expropriation des logements vides et de ceux qui sont aux mains des fonds vautours (6), récupération

“ Nous ne pouvons tolérer que le capitalisme fossile reste en excellente santé et que les gouvernements continuent à lui allouer des millions d'aides, alors que nous, les travailleuses et les travailleurs, continuons à compter nos morts face aux catastrophes qui accélèrent. ”

3) Un plan de mobilité urbaine durable (PDU) comprend un ensemble d'actions dont l'objectif est supposé être la mise en œuvre de formes de transports durables dans l'environnement municipal, NDLR.

4) La centrale thermique de Badalone-Sant Adrià est un édifice industriel situé en Catalogne, sur le territoire des communes de Badalone et de Sant Adrià del Besòs, au bord de la mer Méditerranée. Connue sous le surnom des Trois Cheminées de Barcelone (en catalan : Tres Xemeneies de Barcelona), elle est devenue une icône brutaliste du paysage urbain de l'Aire métropolitaine de Barcelone. La superficie qu'occupe cette centrale est de 115 000 m<sup>2</sup>. Elle appartient à l'entreprise Fecsa-Endesa.

5) L'Albufera une lagune d'eau douce en bordure de la Méditerranée, avec laquelle elle communique. Elle est considérée comme « zone humide d'importance internationale », NDT.

6) Les « fonds vautours » désignent des fonds d'investissement spécialisés dans le rachat à bas prix de titres de dettes souveraines en vue, à terme, d'entamer des procédures pour tenter d'obtenir des pays concernés le paiement de la totalité de la valeur nominale de leur dette, NDT.



des appartements touristiques et saisonniers pour un usage résidentiel. Une réponse qui doit être combinée avec la relocalisation des installations situées dans les zones sinistrées dans des zones sûres et dans des conditions décentes – avec l'implication des habitants et des réseaux communautaires dans le processus de décision sur l'avenir de ces installations – et avec des processus d'adaptation territoriale tels que la renaturalisation des ravins, la perméabilisation des rues et des routes, l'élargissement des espaces autour des arbres dans la ville, etc.

## Nier l'évidence tue, les coupes budgétaires également

L'aggravation des manifestations météorologiques de la crise écologique combinée à un modèle d'occupation territoriale aveugle aux zones inondables dessine le contexte climatique et physique des effets de la DANA, mais cela n'explique pas les raisons pour lesquelles, des semaines après la catastrophe, l'Horta Sur (7) est toujours dévastée. Cela n'explique pas pourquoi les alertes n'ont pas été déclenchées dès le début lorsque l'AEMET (8) a prévenu de l'arrivée de la DANA dans le País Valencià, ni le manque de coordination des services de protection – qui a entraîné un retard dans l'aide à un moment critique –, ni la saturation des centraux téléphoniques face aux inondations. Cela n'explique pas non plus pourquoi ce sont les habitants et les volontaires qui ont dû répondre à l'urgence dès le début, ni pourquoi ce sont eux qui sont en première ligne, organisant des brigades de nettoyage et s'occupant des personnes les plus touchées, comblant l'incurie des gouvernements qui ne sont pas présents et ne se sont pas préoccupés de répondre aux besoins les plus urgents. Le silence et l'inaction politiques magistrales qui ont eu lieu avant, pendant et après le passage de la DANA sont le résultat d'un choix politique conscient de la part de ceux qui gouvernent en ces temps de crise écologique à partir d'une vision réactionnaire, conservatrice et libérale.

L'absence de réponse de la Généralité valencienne (9) rend explicites les conséquences matérielles sur nos corps, nos vies et nos territoires d'une vision qui ignore l'existence du changement climatique, qui

le nie et en minimise l'importance jusqu'à ce que ses effets se répercutent dans l'arène politique et sociale. Ils sont le résultat d'un déni des preuves à tout prix, jusqu'à ce que les effets deviennent réels et fassent la une des journaux. La stratégie du négationnisme climatique est simple : discréditer tout ce qui entre en conflit avec la logique du profit, rejeter tout ce qui implique de donner la priorité au bien commun plutôt qu'à la liberté individuelle, et invalider tout ce qui ne met pas la propriété privée au centre de l'économie. Le négationnisme climatique incarne une perspective réactionnaire et néolibérale qui empêche l'action sur les risques et menaces réels, ainsi que sur les causes qui les provoquent, dans le but de laisser intacts les circuits de production et de reproduction du capital.

Le négationnisme tue. Sa collusion avec l'impératif économique fait passer les intérêts des entreprises avant la santé et la sécurité des travailleurs et amplifie les effets mortels d'événements tels que la DANA. Nombre de celles et ceux qui sont morts ou ont disparu ne se seraient pas trouvés au mauvais endroit au mauvais moment si les entreprises ne les avaient pas forcés à rester sur leur lieu de travail, si elles ne les avaient pas soumis au chantage de devoir vendre leur force de travail pour vivre, et au risque extrême que cela impliquait. Il est important de rappeler que l'alarme de la protection civile n'a été déclenchée qu'à 20h15, après la fin de la journée de travail pour une grande partie de la population, et deux heures après les premières inondations. Inondations qui ont provoqué l'effondrement de routes, avec des centaines de voitures bloquées qui rendent encore aujourd'hui difficile l'accès à certaines des villes les plus touchées.

Mercadona [entreprise de distribution alimentaire spécialisée dans les supermarchés de proximité], Ikea ou Glovo [entreprise de livraison de repas à domicile par application mobile] sont quelques-unes des entreprises les plus connues qui ont exposé leurs travailleur·ses à un risque extrême, mais l'administration valencienne n'a pas mieux réagi avec les travailleurs publics non essentiels. L'alerte rouge

n'ayant pas été déclenchée, la vie s'est poursuivie *business as usual* avec l'espoir que l'épisode pluvieux ne se termine pas comme il l'a fait. Et comme l'indique la plainte déposée par la CGT de la Communauté valencienne, ces agissements ont constitué de multiples atteintes aux droits des travailleurs, et les responsables devront rendre des comptes.

Il ne suffit pas de quémander aux entreprises et aux gouvernements de ne pas mettre nos vies en danger. Il ne suffit pas d'agir en renforçant la législation sur les risques professionnels ou les plans d'ur-

“ Actuellement, environ 2,7 millions de personnes dans l'État espagnol vivent dans des zones à haut risque d'inondation, qui comprennent 45 hôpitaux, 985 centres éducatifs, 358 maisons de retraite et 9 aéroports. ”

gence et les protocoles de sécurité, qui restent lettre morte s'il n'y a pas de contre-pouvoir syndical capable d'imposer son autorité et sa confiance. Notre tâche est claire : pour éviter que cet épisode sans précédent ne se répète, nous devons également avancer dans la construction d'un pouvoir syndical qui dise clairement

que nous, la classe ouvrière, n'exposerons pas nos vies pour satisfaire la cupidité du capital. Ses sources de richesse sont aussi ses limites, et nous ne voulons pas accepter le chantage criminel qui consiste à choisir entre risquer d'être licencié ou mourir au milieu d'une tempête.

La négligence politique ne s'arrête cependant pas là. Le taux de létalité du négationnisme climatique dans la Communauté valencienne ne doit pas seulement être lu en termes d'effets de la domination de l'impératif économique des entreprises, mais doit être aussi mis en relation avec l'adoption de points de vue réactionnaires du PPCV (10) à l'égard de la crise écologique. Ces points de vue ont nourri tant les négligences dans la réponse d'urgence que les coupes budgétaires dans les services publics essentiels.

La réduction des dépenses publiques, l'externalisation et la privatisation sont des réponses néolibérales aux crises qui nous exposent à une plus grande vulnérabilité. Leur application signifie des réductions dans l'accès aux droits fondamentaux à la vie – tels que la santé, l'éducation, l'alimentation, les traitements médicaux, le logement... – et implique une marchandisation croissante des structures du bien-être commun. Sous l'angle négationniste,

7) Partie de la Province de Valence, NDT.

8) Agence d'État de météorologie de l'État espagnol, NDT.

9) Gouvernement autonome de la Communauté valencienne, NDT.

10) Parti populaire de la Communauté valencienne.



ces réponses néolibérales fournissent le cadre idéal pour démanteler l'Unité d'urgence de Valence et supprimer l'Agence valencienne du changement climatique sitôt arrivé au pouvoir. Deux organismes fondamentaux en temps d'urgence climatique qui pourraient jouer un rôle clé dans la direction des politiques de prévention, d'adaptation et d'atténuation sur le territoire – s'ils avaient été dotés du budget et des compétences nécessaires –, et pour concevoir des réponses qui permettraient d'appliquer le frein d'urgence et que nous soyons moins exposés, moins vulnérables face aux DANA. Ainsi, les responsabilités politiques – et peut-être devrions-nous dire aussi pénales – de ce désastre ne commencent pas le 28 octobre : elles commencent au moment où les espaces conçus pour faire face aux défis de la crise écologique sont démantelés et leurs dépouilles fièrement exhibées.

## Faire du conflit de classes une politique écosocialiste

Alors que dans les rues de Paiporta, Chiva, Catarroja, Massanassa, Algemés et tant d'autres villes touchées par la DANA, on pleure la catastrophe en nettoyant, en soignant et en aidant là où les services d'urgence n'arrivent pas, nous avons besoin de canaliser dans le conflit la douleur et la rage qui s'accumulent. Qu'il prenne forme, comme ce fut le cas le 9 novembre, dans la mobilisation et l'organisation d'un peuple qui ne se contente pas de pleurer et qui ne se tait pas face à des vies, des temps, des maisons et des territoires qui ont été brisés et emportés.

Nous ne pouvons pas nous permettre de qualifier d'erreurs la série de décisions conscientes qui ont entraîné la mort de centaines de personnes et qui font de la barbarie climatique un commerce. Nous ne pouvons pas permettre que la catastrophe fasse taire et dépolitise le conflit de classes qui est à l'origine des effets dont souffre aujourd'hui la Communauté valencienne. Car au fil des jours et des semaines, les voix réactionnaires et d'extrême droite s'infiltrèrent partout avec des *fake news*, des discours de haine et un racisme débridé. Les vannes s'ouvrent de plus en plus à un nationalisme du désastre qui crée de plus en plus d'obstacles à la compréhension de la DANA et de ses impacts en tant que résultat de décisions politiques qui nous ont conduits à un scénario de crise écologique, et qui rend les théories du complot plus plausibles face à un désastre aussi énorme et destructeur. Comme le souligne Richard Seymour, la catastrophe écologique est alors transformée en une catastrophe créée par la malveillance humaine, et la crise climatique devient un terrain fertile pour alimenter la haine, et défendre des populismes patriotiques autoritaires qui déplacent le centre du

débat vers la stigmatisation et la criminalisation de la population migrante.

Face à ce scénario, de quels outils disposons-nous pour arrêter la monstrueuse machine et proposer des réponses en rupture avec l'idée réactionnaire selon laquelle ce n'est qu'à l'intérieur des marges du capital que nous pourrions survivre aux turbulences de la crise écologique ? Conscient-es de l'ampleur du défi qui découle de ces questions, nous pensons que l'articulation d'un bloc écosocialiste populaire réunissant différents secteurs de la population – des habitants en première

“ La stratégie du négationnisme climatique est simple : discréditer tout ce qui entre en conflit avec la logique du profit, rejeter tout ce qui implique de donner la priorité au bien commun plutôt qu'à la liberté individuelle, et invalider tout ce qui ne met pas la propriété privée au centre de l'économie. ”

ligne du désastre aux réseaux de soutien mutuel – est un élément clé de la réponse : des espaces stables de travail syndical, écologiste, féministe, LGBTQIA+, antiraciste et de droit au logement, et des organisations politiques de la gauche radicale. C'est un tel bloc écosocialiste qui serait en mesure de proposer une alternative aux politiques réactionnaires et

négationnistes qui nous gouvernent : un espace de rencontre qui rompt avec la fragmentation des luttes et dépasse la dimension sectorielle de la lutte contre le changement climatique, qui relie les différents aspects de la crise écologique du capital, et qui, à partir de ses diverses pratiques, façonne un modèle de gestion universelle et collective pour une vie digne, en accord avec les limites et les ressources naturelles que nous avons à notre disposition.

Les réseaux de voisinage et les espaces communautaires qui, ces jours-ci, sont au centre de la réponse aux impacts de la DANA, et les expressions de solidarité populaire avec les personnes touchées qui, ces semaines-ci, traversent les villes et les quartiers du País Valencià et de toute l'Espagne, sont et doivent être le fer de lance de la construction de ce bloc écosocialiste populaire. C'est à partir de ces espaces, de ces lieux communs, que les fondements de l'horizon écosocialiste et de classe pour lequel nous luttons émergent de la boue. ■



Le 12 novembre 2024

## Algérie, Tebboune : l'enjeu d'un deuxième mandat

Le nouveau président incarne les besoins de répression du pouvoir, l'impossibilité d'une transformation démocratique de celui-ci et les difficultés d'incarnation de la colère populaire, cinq ans après le Hirak.

Par  
Nasser U Haddad

Les deux visites, d'affaires en République arabe «sœur» d'Égypte, et d'État au Sultanat d'Oman, de même que la «forte» présence du Qatar au salon international du livre, semblent annoncer un redéploiement diplomatique régional comme entame du deuxième mandat du président algérien.

Malmené diplomatiquement, voire «humilié», à sa frontière sud par le Mali ; en brouille sur le dossier du Sahara occidental avec ses partenaires européens, Espagne et France ; «isolé» dans les enjeux régionaux par ses amis et «frères» orientaux ; rejeté puis récupéré comme «membre partenaire» – autrement dit dans un statut d'observateur – par les BRICS, et après une longue hibernation diplomatique durant tout le premier mandat, ce redéploiement semble nécessaire et urgent pour le pays vu la crise qui s'amplifie et les tensions aux frontières. Cette fraternité rappelée consiste à tenter de peser dans les rapports de force régionaux, avec une volonté de se mettre en diapason avec les postures des «frères» sur les enjeux régionaux.

Entre-temps, le front interne reste en stand-by, dans l'attente de la mise en place du nouveau gouvernement et la tenue d'un «dialogue national» annoncé dès le lendemain de l'élection présidentielle. Il est vrai toutefois que sur le plan interne c'est plutôt le calme et la stabilité qui s'affichent, à part la grève des étudiant·es en médecine qui perdure et qui peut faire tache d'huile si elle ne trouve pas de débouché. Mais, en annonçant la tenue d'un dialogue national au lendemain d'une élection qui était censée être un épisode d'un

débat national, Tebboune reconnaît de fait la fermeture du système politique qu'il dirige, l'absence de démocratie et de tout dialogue entre son régime et les Algérien·nes. Il précisera, plus tard, que ce dialogue aura lieu en 2026, une fois ses réformes achevées, tout en continuant dans la foulée à nier l'existence de détenu·es d'opinion et des lois liberticides. Afin de comprendre la dynamique en cours, il faut revenir au processus qui a amené à cette situation.

### Retour sur l'élection présidentielle

Les élections du 7 septembre ont, sans surprise, réintrônisé Abdelmadjid Tebboune. Mais l'étonnement réside dans la cacophonie totale et l'imbroglio kafkaïen dans lesquels les résultats ont été annoncés. Officiellement le taux de participation est de 48 % environ. Sur ce taux, on attribue un score de 94, 65 % à Tebboune et des scores infamants à ses «adversaires», les seuls autorisés à participer (3,17% au candidat islamiste du MSP, Mouvement social pour la Paix, et 2,16% pour celui du FFS, Front des Forces socialistes).

En réalité, le taux de participation est de 23 %, c'est-à-dire que seul un·e Algérien·ne sur cinq a voté pour le président. Ce dernier chiffre semble être plus proche de la réalité. Il est déduit d'un simple calcul des comptes donnés par l'Agence nationale indépendante des élections (ANIE). Car, sous le choc du taux d'abstention réel, le président de la commission électorale a eu le mérite ou l'intelligence de donner les chiffres absolus permettant de déduire le taux réel (5 630 196 votant·es sur 24 351 551 inscrit·es). Ce qui est à l'origine de la cacophonie dans l'an-



Nasser U Haddad

Nasser U Haddad est membre du Parti socialiste des travailleurs, suspendu, en Algérie. © Inprecor.

nonce des résultats et qui lui a valu des critiques acerbes, y compris du régime et des relais du président lui-même. Ces derniers ont laissé entendre que l'âge avancé (78 ans) du président de cette commission et son incapacité à diriger les opérations seraient la cause du retard et de l'imbroglio qui a caractérisé l'annonce des résultats, oubliant que le président et le chef d'état-major sont encore plus âgés (79 ans). De même, dans la propagande du régime, ce chiffre est mis dans le registre du complot et d'acte de nuisance des milieux opposés au pouvoir, profitant de la sénilité du président de cette même commission, dans le but d'affaiblir Tebboune.

Mais quel que soit le degré de manipulation et de «complotisme» et malgré l'opacité sur l'information, ces résultats ont une signification et offrent des éléments de lecture pour situer l'évolution politique et sociale du pays depuis le Hirak.

## Verrouillage... et incapacité à manipuler l'élection

Il faut souligner d'abord que le régime a récolté le même score lors du suffrage sur la Constitution de novembre 2020. Ce qui nous permet d'avancer que ce taux représente globalement sa base politique, sociale et électorale ainsi que sa clientèle, qui s'est rétrécie par rapport à ce qu'elle était avant le Hirak et qui semble se stabiliser à ce médiocre seuil. Car le pouvoir d'aujourd'hui est une variante de ce que fut celui auquel il veut se substituer. Et le régime sous Bouteflika a fait mieux.

Ce que révèlent aussi ce cafouillage et ces résultats aberrants et contradictoires, c'est l'incapacité des institutions à manipuler les élections à leur volonté. Traditionnellement, les élections, notamment les présidentielles, sont vécues en Algérie comme un non-événement politique. Tout est joué d'avance. Les participants sont perçus comme des « lièvres » bons à cautionner des coups d'État permanents au profit des promesses pour quelques strapontins dans le pouvoir réel. Mais, à chaque rendez-vous électoral, le régime a toujours montré sa capacité à mobiliser une clientèle plus ou moins représentative liée à l'opportunisme de certains, chez les nantis, et à de promesses plus ou moins réalisables

sous forme « d'achat de la paix civile » pour d'autres couches sociales plus populaires.

Ces dernières élections ont montré en revanche la difficulté, accentuée depuis 2019, à mettre en cohérence les différents rouages, les appareils de coercition, mais surtout la perte de la capacité à produire des résultats et à construire des récits cohérents pouvant donner un minimum de crédibilité, à défaut de légitimité. Ce malaise n'est pas l'expression d'une quelconque incompétence des agents chargés de manipuler les choses. Il exprime surtout le mal de tout un régime se retrouvant piégé par le choix d'un candidat qui s'avère peu représentatif avec sa posture de grand-père qui veille sur la maison. La montée des pressions de différents secteurs du pouvoir refusant d'avaliser

un tel taux, au-delà de Tebboune, est l'expression d'une humiliation de tout le régime. Fait inédit, les plus sévères contestations se sont élevées depuis le centre du gouvernement, pourtant organisateur et vainqueur de l'élection. Le plus paradoxal est qu'elles sont venues aussi du directeur de campagne de Tebboune, qui est par ailleurs ministre de l'Intérieur, dont le département est responsable de l'organisation de ces élections et que lui-même n'avait pas hésité à transgresser les règles en cumulant les deux casquettes.

### L'ombre du Hirak

Ces annonces contradictoires pour travestir les résultats et les déchirements publics au sein du régime illustrent l'incapacité de celui-ci à maîtriser un processus électoral malgré le verrouillage total. Si le pouvoir conserve toujours la capacité d'imposer un président, il n'a plus

l'aptitude de construire un scénario politique ni surtout d'en contrôler le processus. Le régime a vacillé face au Hirak. S'il n'est pas tombé, il continue toujours à vaciller malgré un ravalement de façade.

En effet, le Hirak a déstabilisé le système politique en Algérie, même s'il ne lui a pas trouvé une alternative. Son ombre perturbe le régime qui a du mal à re-stabiliser si ce n'est par le recours à la répression. La vague de défiance qu'avait portée le mouvement de révolte n'a pas disparu, même s'il y a un recul de la protestation, de la résignation populaire et une démission des élites politiques. Le taux de participation réel aux différents

référendums constitue un thermomètre pour mesurer l'absence de regain d'adhésion de franges de la société à la nouvelle caste au pouvoir. Ceci est valable pour le référendum constitutionnel du 1<sup>er</sup> novembre

2020, pour les législatives de juin 2021 ou pour la dernière présidentielle, malgré les rouages peu démocratiques signalés plus haut. Tout contrôle autoritaire et répressif a ses limites. Au-delà de ces limites, une dictature plus féroce risque d'engager le pays dans une spirale incontrôlable.

Le Hirak continue à exercer des menaces sous la forme de diverses résistances qui oscillent entre des contestations passives, silencieuses et sournoises qui pèsent comme l'épée de Damoclès sur toutes les tentatives de restructuration du régime, et d'une démission chez les jeunes qui construisent des mirages ailleurs, dans le monde « libre » et développé, au prix de beaucoup de sacrifices voire de leurs vies. Habitées par cette menace, les réformes et restructurations annoncées comme une mutation vers une « Algérie nouvelle » sont menées sans perspective politique, dans l'improvisation, avec comme argumentaire un réchauffement idéologique rappelant la « gloire de nos martyrs » aboutissant à des impasses l'une après l'autre, comme l'ont illustré ces élections.

### Une mutation du pouvoir par la cooptation

Placé dans la longue durée, le Hirak marque le couronnement d'une série des révoltes populaires qui ont vu le régime politique s'ouvrir et se démocratiser parcimonieusement. Ce processus correspond surtout à des mutations

“ *Le Hirak pèse comme l'épée de Damoclès sur toutes les tentatives de restructuration du régime.* ”



Manifestation le 19 avril 2019 à la Grande Poste d'Alger. © Massiissam / CC BY-SA 4.0.



# Syndicalisme et écologie

politiques et sociologiques contrôlées. Depuis la bureaucratie bourgeoise – ou plus exactement petite-bourgeoise socialement parlant – qui a accaparé le pouvoir dès l'indépendance du pays, une évolution en termes de classes s'est installée. Un embourgeoisement de l'État algérien s'est accompli au rythme de coups d'État, de révoltes populaires, de complots et de luttes internes, malgré la continuité affichée des élites dirigeantes.

Le terme élite désigne ici le personnel politique et administratif dirigeant qui détient et exerce le pouvoir. Sa présence à la tête d'un État ainsi que les conditions de son ascension dans des systèmes à alternances électorales et démocratiques mènent nécessairement à la domination d'une minorité oligarchique organisée en partis politiques. En Algérie, à l'instar des pays autoritaires, le personnel arrivant au pouvoir, et renvoyant aux positions et intérêts de groupes et d'institutions diverses, doit son ascension davantage à la confiance placée en eux par les chefs déjà en place, selon les rapports de forces du moment, lesquels tiennent évidemment compte de leur aura et de leur influence. Avec d'anciens ministres comme Belaid Abdeslam, Ghozali, Hamrouche ou encore, avec un bémol, Bouteflika. Cette logique de cooptation de leaders protestataires est un processus qui a contribué à la stabilité du système et a permis de donner l'illusion d'une alternance toute en assurant des mutations contrôlées.

La première mutation est à situer au lendemain de la mort de Boumediène. Avec l'arrivée de Chadli, sous la poussée de la première révolte démocratique et populaire d'avril 80 (1), le régime a engagé une politique d'« Infitah », littéralement « ouverture », mais qui a représenté en réalité la mise en place des premières réformes libérales de l'économie. Politiquement, cette « ouverture » a constitué une sorte d'étape primitive dans une mutation interne

et une expression politique tolérée en externe sous forme d'associations. La deuxième est à situer au lendemain d'octobre 88 (2). Elle est plus radicale avec la constitution d'une soixantaine de partis politiques comme garants d'une mutation démocratique. Mais la montée de l'islamisme radical, dans une logique de « fascisation » rampante, a empêché, ou a servi d'alibi pour un retour à la case départ d'un pouvoir politique entre les mains de la caste militaire. Ceci n'a pas empêché une « ouverture » par cooptation.

Les premiers et principaux candidats à cette cooptation furent les islamistes dits modérés de MSP/Hamas. Les membres du parti islamiste seront d'abord présents au gouvernement, puis au Parlement en 1997 pour ensuite intégrer les communes et les wilaya (départements). D'autres partis se sont engagés dans cette cooptation mais beaucoup plus par opportunisme, alors que les islamistes proches des Frères musulmans ont théorisé et ont donné une orientation idéologique à leur démarche : « El moucharaka » (la participation). Vu d'en haut, c'est la logique de cooptation, mais vu d'en bas, c'est la conquête pacifique du pouvoir. Cette participation comme stratégie politique de

conquête du pouvoir et de l'État s'inscrit en opposition déclarée à la stratégie de « rupture » violente et radicale prônée par leurs frères ennemis « djihadistes » du FIS. C'est l'équivalent, toutes proportions gardées, de la contradiction entre « réforme » et « révolution » qui a traversé le mouvement ouvrier durant le 20<sup>e</sup> siècle.

Mais cette présence du MSP-Hamas au gouvernement et dans les institutions de l'État ne s'est pas traduite par un changement des orientations majeures de l'exécutif dans les domaines sécuritaire, économique et social. Toutes les orientations sont

“L'impossibilité de réformer le régime et de démocratiser l'État de l'intérieur est confirmée par la fraude avérée qu'organise l'administration à chaque rendez-vous électoral, elle-même contrôlée par la caste militaire, faisant des élections une opération de distribution des sièges par l'armée.”

définies par des technocrates avec l'aval des dirigeants militaires, indépendamment des positions politiques défendues par l'élite islamiste. Cependant, vu d'en bas, la direction et les militants du parti islamiste perdurent dans leur stratégie en tournant le dos à tout « Hirak ». Si pour eux l'État algérien n'est pas encore « islamiste », la culture, l'idéologie et les valeurs musulmanes ont conquis la société, ne serait-ce que par la tenue vestimentaire qui cadre et contrôle les femmes dans l'espace public, ou par la religiosité montante.

Ce constat est partagé par la critique culturaliste, celle qui réduit la crise que traverse la société aux enjeux

1) Le Printemps berbère de 1980 a été déclenché par des mobilisations étudiantes, notamment autour de revendications culturelles. La répression a provoqué des dizaines d'arrestations, des blessés. Voir « Contre la répression », *Inprecor* n°80 du 26 juin 1980.

2) En octobre 1988, la jeunesse algérienne s'est soulevée, sur fond de crise économique et sociale. La répression sauvage aura fait des morts. Voir « De l'infitah à l'état de siège », *Inprecor* n°274 du 17 octobre 1988.



Le 2 novembre 2024, Abdelmadjid Tebboune a reçu le président de la République tunisienne, M. Kaïs Saïed, le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, le président du Conseil présidentiel libyen, M. Younes El-Menfi, et le président de la République arabe sahraouie démocratique (Sahara occidental), M. Brahim Ghali. DR

culturels et identitaires, et qui nourrit, du côté des démocrates, le réformisme, ou la participation, comme démarche gagnante.

## L'inconséquence de l'opposition démocratique.

Du côté de l'opposition démocratique, notamment la plus importante, celle du FFS et du RCD – et d'une certaine manière celle du PT de Louisa Hanoune – la tentative de suivre la stratégie du MSP/Hamas, sans l'assumer, les a de tout temps accompagnés. Mais la base sociale et électorale essentiellement kabyle, frondeuse et historiquement protestataire réclamant systématiquement rupture et changement « sans négociation », pour les premiers, et les référents idéologiques révolutionnaires pour le PT, les ont toujours mis dans des postures hésitantes à ce sujet.

En effet le FFS et le RCD ont, à différents moments, participé au gouvernement sans entraîner leurs bases sociales respectives dans cette logique. Les révoltes et les protestations récurrentes dans la région de la Kabylie leur imposent systématiquement une révision de leurs feuilles de route. La plus importante fut celle engagée par Saïd Sadi avec la présidence de Bouteflika. Mais la révolte populaire du printemps 2001 a stoppé son engagement dans cette logique d'une démocratisation du système de l'intérieur, tout en laissant quelques transfuges composer la future « Aissaba » (bande de malfaiteurs), terme pour qualifier l'alliance gouvernementale autour de Bouteflika.

Le Hirak est venu rappeler cette lourde tendance populaire de l'impossible réforme du régime et de la démocratisation de l'État de l'intérieur. Cette hypothèse est confirmée par la fraude avérée qu'organise l'administration à chaque rendez-vous électoral, elle-même contrôlée par la caste militaire, faisant des élections une opération de distribution des sièges par l'armée. En d'autres termes, ces élec-



Emmanuel Macron et Abdelmajid Tabboune à Alger le 27 août 2022. DR

tions fonctionneraient comme un mécanisme de cooptation des élites.

Aujourd'hui, dans un moment de repli et de démobilisation, le RCD semble continuer la ligne tracée par le Hirak, le FFS en revanche semble vouloir suivre « l'entrisme » du PSP/Hamas comme démarche jugée plus gagnante que vouloir chercher une rupture qui risque d'engager le pays dans une voie incertaine.

## Les contradictions historiques de la gauche

À gauche, l'espace laissé vacant par la disparition du PAGS (ancien parti d'obéissance communiste) et l'effritement de la gauche combative connue comme trotskiste autour du long travail du PST est désormais occupé par le PT et sa dirigeante incontestée Louisa Hanoune. Ce parti s'inscrit idéologiquement dans le programme révolutionnaire et politiquement dans le combat démocratique. Mais après un mariage contre nature avec les islamistes « djihadistes », voyant en eux la force populaire qui

pouvait engager une rupture politique, prélude à une révolution démocratique et sociale, il s'est lancé, après désenchantement, et avec armes et bagages, dans un soutien à Bouteflika. Les consé-

quences de ces opportunités sont payées très cher au jour de la vérité du Hirak. Aujourd'hui, après un retour à la dialectique politique démocratique et révolutionnaire le temps du Hirak, Louisa Hanoune, lâchée et délaissée par ses protecteurs au sein du système, semble lorgner quelques strapontins pour les futures législatives, en adoptant un rapprochement avec le régime par la petite porte.

Le reste de la gauche, désormais nébuleuse, tarde à retrouver un cadre qui réorganise l'action et la réflexion pour un avenir de rupture démocratique et sociale, seul axe conséquent pour les intérêts des couches populaires et des travailleur-ses.

Mais les tentatives, timides, à trouver une réorganisation adéquate butent sur un obstacle programmatique et historique lourd : l'incapacité à présenter et à construire une alternative de conquête du pouvoir politique et de la démocratie et par conséquent de l'État. Entre un éternel campisme qui se met à la remorque du « moins pire », mettant en avant telle ou telle « contradiction principale », et une attitude revendicative sans débouché politique, l'impasse continue à nourrir l'effritement des forces dans un contexte de plus en plus autoritaire et répressif.

En attendant, la défense des libertés d'opinion et le soutien à toute revendication syndicale, à l'image de cette brèche ouverte par les étudiant-es en médecine, semblent être le seul « Smic » porteur de perspectives combattantes. ■

Le 21 novembre 2024

“ La défense des libertés d'opinion et le soutien à toute revendication syndicale, à l'image de cette brèche ouverte par les étudiant-es en médecine, semblent être le seul « Smic » porteur de perspectives combattantes. ”

## Syndicalisme et écologie

Sophie Binet et Daniel Tanuro ont enregistré cette conversation le 16 mai 2024 lors d'un débat organisé par l'Union départementale CGT de Loire Atlantique.

Conversation entre  
Sophie Binet et  
Daniel Tanuro

**B**onjour Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. Bonjour Daniel Tanuro, militant écosocialiste et auteur de plusieurs ouvrages dont le dernier *Écologie, luttes sociales et révolution*. Merci à vous deux d'avoir accepté la proposition de l'UD CGT de Loire Atlantique, d'enregistrer votre conversation à un moment où la CGT va lancer son plan d'action syndicale et environnementale, à quelques jours des États généraux de l'Industrie et de l'environnement. Daniel, depuis plusieurs ouvrages maintenant et au-delà des constats sur l'état de la planète, tu essaies de proposer des perspectives, des stratégies. Dans ton dernier livre, notamment, tu places les travailleurs et les travailleuses au centre de cette stratégie. Il est évident que cette conversation nous intéresse. En Loire-Atlantique, elle s'inscrit dans une réflexion un



**Sophie Binet**

**Sophie Binet** est la secrétaire générale de la Confédération générale du travail en France depuis 2023. Elle est l'auteure, avec Maryse Dumas et Rachel Silvera, de *Féministe, la CGT ? : les femmes, leur travail et l'action syndicale* (Éditions de l'Atelier, 2019).

*peu plus ancienne. En effet, nous sommes souvent sollicités par des associations, des mouvements, des partis politiques sur tel ou tel projet nuisible d'un point de vue écologique. Vous avez bien sûr entendu parler de Notre-Dame des Landes, mais on s'est également battus contre l'implantation d'entrepôts gigantesques, ou encore contre des méthaniseurs tout aussi gigantesques. Il nous semblait donc important que la CGT se structure et porte une idéologie sur les questions écologiques du point de vue de la production, du point de vue du travail, du point de vue de la lutte des classes. C'est cela qui nous a motivés. Une autre motivation est la réalité rapportée par nos camarades, celle qu'ils vivent dans les entreprises.*

*Je pense notamment à ces salarié-es de l'agroalimentaire qui nous expliquent que depuis une vingtaine d'années, ils ont vu la qualité des biscuits, par exemple, se dégrader en même temps que leur salaire et leurs conditions de travail, avec notamment le renforcement de la flexibilité, etc. Comme si le capital marchait du même pas pour dégrader les productions et dégrader celles et ceux qui les réalisent. On a donc voulu développer des outils qui permettent aux travailleurs, aux travailleuses, de repenser leur production, de la questionner, et puis de se restructurer afin que notre slogan « urgence sociale et urgence écologique » puisse se traduire concrètement par des revendications dans nos entreprises.*

*Je voulais pointer ces éléments pour bien situer cette conversation entre vous. Daniel, tu fais dans chacun de tes livres un diagnostic sur l'état de délabrement de la planète. Tu dois malheureusement l'actualiser à chacun de tes ouvrages, parce que les choses évoluent très vite. Alors, peux-tu nous dire brièvement où on en est ? Et faire le lien avec les impacts sociaux très concrets ?*

**Daniel Tanuro :** Avant tout, merci pour cette invitation. Elle me va droit au cœur parce que, effectivement, comme tu l'as



**Daniel Tanuro**

**Daniel Tanuro**, ingénieur agronome et militant écosocialiste, est membre de la direction de la Gauche anticapitaliste (GA-SAP, section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale). Outre de nombreux articles, il est l'auteur de *L'impossible Capitalisme vert* (la Découverte, Paris 2010), de *Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement* (Textuel, Paris 2020) et *Écologie, luttes sociales et révolution* (La dispute, 2024).  
© Photothèque Rouge/JMB.

dit, je considère que le monde du travail – le monde du travail en général, pas seulement celui du travail salarié – a un rôle absolument décisif si on veut arrêter la catastrophe écologique. Je suis donc très heureux, et même flatté, d'être sollicité pour cette conversation avec Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT.

Ceci dit, je vais tenter de répondre de façon succincte à ta question. Une bonne manière d'appréhender l'extrême gravité de la crise dite « écologique » est de se référer aux études sur le changement global. Les scientifiques qui travaillent dans ce domaine synthétique transdisciplinaire considèrent qu'il y a neuf paramètres de la soutenabilité de l'espèce humaine sur cette planète : le cycle du carbone (le climat), la biodiversité, l'eau douce, les changements d'affectation des sols, l'acidification des océans, la pollution



chimique, la pollution atmosphérique aux particules, la couche d'ozone stratosphérique, et les cycles de l'azote ainsi que du phosphore. Dans un premier rapport de conclusion, remis il y a une quinzaine d'années, ces chercheurs estimaient que des seuils de soutenabilité étaient dépassés pour trois de ces paramètres (climat, biodiversité et azote/phosphore).

Récemment, celles et ceux qui ont prolongé ces travaux ont estimé que les seuils sont dépassés pour six, voire sept, de ces paramètres. Cela donne une bonne idée de la gravité de la crise et la rapidité de son évolution. Parmi les neuf paramètres, le climat constitue un enjeu absolument majeur. Je donnerai juste une indication à ce sujet : il y a sur le continent Antarctique une quantité de glace accumulée qui, si elle disparaissait entièrement, ferait monter le niveau des océans de 80 mètres. Je précise tout de suite que cette disparition totale n'est pas à l'ordre du jour pour le moment. Ce qui est à l'ordre du jour, par contre, et qui pourrait s'amorcer très vite, c'est la dislocation de deux énormes masses de glaciers – un à l'est, l'autre à l'ouest. Ils sont implantés sur le continent Antarctique en dessous du niveau de l'océan, qui se réchauffe. Les masses de glaces tendent donc à se détacher du socle rocheux, ce qui en accélère la glissade et multiplie les crevasses. Le socle rocheux est incliné vers les grands fonds. En même temps, l'été, des lacs d'eau libre se forment à la surface des glaciers. L'action combinée du décollement à la base et de l'entrée de grandes quantités d'eau par les crevasses pourrait entraîner une rupture brutale précipitant dans l'océan, d'un coup, une énorme quantité de glace. Les spécialistes estiment que chacun de ces deux massifs de glaciers contient de quoi faire monter le niveau des mers de 3,5 mètres, soit 7 mètres au total.

Le moment de la rupture est impossible à déterminer. Mais les équipes de glaciologues qui étudient le glacier Ouest (le Thwaites) affirment depuis quinze ans que sa dislocation est inéluctable. Voilà donc deux indications des menaces qui pèsent sur nos têtes. Ces menaces sont pleinement sociales, car les travailleurs, les travailleuses, les femmes, les jeunes, les petits paysans et les peuples indigènes sont les principales victimes de tous ces dérèglements.

D'après le dernier rapport du GIEC, près de 3,5 milliards d'individus sur Terre subissent déjà gravement les impacts du changement climatique (je rappelle que

ce n'est qu'un des neuf paramètres). C'est près de la moitié de l'humanité. Inutile de préciser que ces 3,5 milliards d'êtres humains ne se recrutent pas parmi les riches. Ce sont au contraire les plus pauvres de l'humanité, en particulier dans les pays pauvres. Comble de l'injustice, ce sont justement celles-là et ceux-là qui ont le moins de responsabilités dans la catastrophe écologique. Dans certains cas, ils n'en ont même pas du tout. Je pense que ces indications suffisent pour répondre à ta première interpellation, sur l'état des lieux et sur les impacts sociaux. Selon moi, la crise écologique n'est pas un enjeu que le monde du travail peut mettre à l'écart. C'est au contraire l'enjeu majeur du siècle qui a commencé. Les projets de transformation sociale, de justice sociale, d'égalité des droits qui ont toujours animé le monde du travail, le mouvement syndical, depuis sa fondation, ont désormais comme clé de voûte une réponse adéquate, une réponse de classe, une réponse progressiste face aux défis écologiques.

**Merci Daniel. Avant de passer la parole à Sophie, peut-on faire scientifiquement le lien entre tous ces dérèglements et les systèmes économiques capitalistes ?**

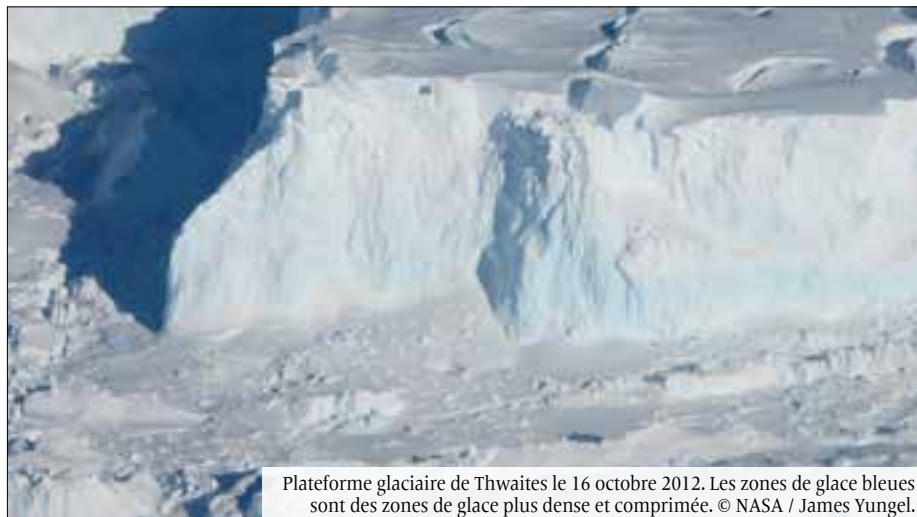
**D.T. :** Absolument. Ce lien, la plupart des scientifiques refusent de le faire pour des raisons idéologiques, parce qu'ils ne veulent pas devoir en tirer la conclusion politique. Mais un raisonnement scien-

tifique tout à fait élémentaire suffit. En effet, tous les phénomènes de dépassement des seuils de soutenabilité que j'ai évoqués renvoient à une même question : les limites du développement humain. Or, une des caractéristiques du capitalisme est, comme disait Marx, de n'avoir d'autre limite que le capital lui-même. La formule semble un peu énigmatique à première vue mais elle est très forte et très juste. En effet, qu'est-ce que le capital ? Un rapport social d'exploitation du travail visant un seul objectif : l'accumulation de profit. L'exploitation nécessite évidemment que des ressources naturelles soient injectées

“ Les spécialistes estiment que chacun de des deux massifs de glaciers contient de quoi faire monter le niveau des mers de 3,5 mètres, soit 7 mètres au total. ”

dans le processus de production. Tant qu'il y a de la force de travail à exploiter et des ressources naturelles à piller, le capital poursuivra sa course. Ce système est donc productiviste par définition.

Cela ne découle pas d'une quelconque décision politique mais de la concurrence entre des millions de propriétaires des moyens de production et de distribution. Tous sont obligés, sous peine de faillite, de produire plus et plus vite que leurs concurrents. Le productivisme est vraiment dans l'ADN du capitalisme. C'est la raison pour laquelle la crise écologique ne fait que s'aggraver, en dépit de tous les discours que les gouvernements nous servent depuis 40 ans. En ce qui concerne le changement climatique c'est absolument évident : alors qu'il faut sortir des combustibles fossiles pour arriver au zéro émission nette en 2050, les émissions de CO<sub>2</sub> continuent d'augmenter et la catastrophe s'approfondit.



Plateforme glaciaire de Thwaites le 16 octobre 2012. Les zones de glace bleues sont des zones de glace plus dense et comprimée. © NASA / James Yungel.

# Syndicalisme et écologie

**Sophie, je suppose que les constats dressés par Daniel, notamment le fait que ces dérèglements touchent différemment les classes sociales et les régions du monde, renforcent la CGT dans son approche liant urgence écologique et urgence sociale ?**

**Sophie Binet :** Oui, et c'était important que Daniel commence par ces rappels. En effet, il est frappant de constater que la question environnementale est encore globalement minimisée. Or, c'est le défi majeur et l'humanité n'a jamais été confrontée à un défi aussi grave et aussi important. Ce que je trouve très choquant, c'est l'absence de prise en compte des diagnostics scientifiques par les politiques. Comment est-ce possible ? Malgré tous les désaccords entre chercheurs, ces diagnostics sont quand même très clairs. La gravité de la menace est bien établie. On ne peut pas dire qu'on ne sait pas. Il y a une cécité collective qui est très impressionnante. Pourquoi ? Il faut dire les choses clairement : d'abord parce que la

crise environnementale est le résultat du système capitaliste, ce qu'ils ne veulent pas dire. Ensuite parce qu'effectivement la crise environnementale est une crise sociale. Nous ne sommes pas tous sur le même bateau. Quand on est milliardaire, la crise environnementale n'est pas un problème.

Des zones entières vont être inhabitables, mais pas toute la planète. Il y aura toujours pour les milliardaires des paradis climatisés dans lesquels il fera très bon vivre. Et puis ils pourront continuer à spéculer sur la crise environnementale, parce qu'elle procure de nouveaux marchés au capitalisme. Pour prendre un exemple par le tout petit bout de la lorgnette, il y a un gros marché en développement dans le domaine de la climatisation, qui a été bien identifié par le capital. On pourrait multiplier les exemples de ce genre. Il faut bien comprendre ceci : si nous, les travailleuses et les travailleurs, on ne s'approprie pas cet enjeu, soit les capitalistes ne vont pas répondre à la question environnementale parce qu'ils n'y ont pas intérêt, soit ils y répondront en fonction de leur intérêt à eux, qui n'est pas le nôtre.

Cela va nous défavoriser en multipliant les situations de contradictions entre le social et l'environnemental. On l'a vu dans la mobilisation des agriculteurs qui veulent pouvoir vivre de leur travail. Cette mobilisation convergait fortement avec celle des salarié-es. C'est la question du revenu qui était posée. Si les agriculteurs ont un problème de revenu, c'est à cause de la dérégulation de l'agriculture et du fait que les quotas de production ont explosé. Du coup, la baisse du prix de vente des marchandises a fait s'effondrer le revenu des agriculteurs et des agricultrices. Et que s'est-il passé ? Pour ne pas répondre à cette question qui dérange profondément l'agro-industrie, le gouvernement s'est mis d'accord avec la FNSEA pour organiser un hors-sujet énorme : faire comme si la mobilisation portait sur le refus des normes environnementales. Il est vrai que leur décision facilite la vie des agriculteurs et agricultrices

à court terme – parce que c'est vrai qu'il y avait beaucoup de paperasse, qu'ils étaient très peu accompagnés et que ça leur mettait des difficultés supplémentaires.

Mais à moyen terme et dans pas très longtemps, les agricultrices et agriculteurs seront les premiers pénalisés. Ils et elles sont les premières victimes des produits qu'ils utilisent. C'est chez elles et eux qu'il y a les plus hauts taux de cancer. Elles et eux sont aussi en première ligne du changement climatique, avec les problèmes que ça pose sur la qualité et la quantité de leur production. On voit donc bien que, pour répondre aux défis environnementaux, il faut remettre en cause un certain nombre de dogmes du capitalisme. Comme ils refusent de les remettre en cause, c'est nous qui en faisons les frais. On le voit avec les gilets jaunes, quand le gouvernement a prétendu répondre au problème de la pollution due aux transports en imposant une taxe sur les carburants. Sans taxer le kérosène et sans mettre en place la progressivité nécessaire pour que ceux qui polluent le plus paient le plus. C'était évidemment une injustice sociale violente. Donc, il faut que nous nous préoccupions de cette question écologique. Il le faut parce qu'on ne peut pas y répondre sans

transformer en profondeur le modèle productif. On en est à peu près sorti, mais, pendant longtemps, on a eu une partie du discours écolo qui était « il faut changer les gestes du quotidien en responsabilisant les gens, etc. ». On voit bien que ça n'est pas du tout à la hauteur. Il faut transformer la finalité de la production, son organisation, la façon dont on produit. Du coup, c'est notre sujet en tant que syndicalistes. La seule façon de dépasser les contradictions entre le social et l'environnemental, c'est que nous en fassions un sujet majeur et un sujet quotidien, au même titre que la question des salaires et des conditions de travail, par exemple. Parce que ça va nous impacter, ça impacte déjà directement l'avenir de nos emplois, nos conditions de travail et le sens de notre travail.

**Avec l'exemple des agriculteurs, tu brosse bien le tableau : d'une part, l'enjeu majeur de s'approprier la question ; d'autre part, le fait que des agricultrices et des agriculteurs, mais aussi peut-être des travailleuses et des travailleurs, ont du mal à remettre en cause leur production parce que, bien souvent, leurs droits sont étroitement liés, sinon à leur travail, du moins à leur emploi. Comment nous CGT pouvons-nous dépasser cette opposition apparente ? Comment s'émanciper pour s'emparer de ces enjeux alors que notre emploi nous oblige en quelque sorte à continuer dans le système ?**

**S.B. :** Je pense très important de pas se voiler la face et de se dire très tranquillement « oui il y a des contradictions entre le social et l'environnemental ». Il faut donc qu'on se mette en situation de les dépasser et ça veut dire aussi organiser des confrontations, construire des stratégies. Pour la CGT, c'est normal, c'est notre marque de fabrique : pour dépasser ces contradictions, il faut partir du travail, partir des travailleuses et des travailleurs. La première chose qu'il faut faire sauter, c'est le chantage à l'emploi. On y est tout le temps confrontés.

Par exemple, très récemment, Tefal a été mis en cause parce que sa fabrication d'ustensiles de cuisine repose sur l'usage de molécules très polluantes, les PFAS. Ces « polluants éternels » sont extrêmement dangereux, c'est pire que l'amiante. Quand il y a eu une proposition de loi visant à les interdire, ce qui est très important du point de vue de la santé publique,

la direction a expliqué aux salariés que, si cette loi passait, l'entreprise devrait fermer. Je suis très fière du fait que seule la CGT de Tefal a refusé ce chantage à l'emploi. Elle l'a dénoncé, a dit qu'il fallait interdire ces polluants éternels mais que ça n'était pas aux travailleuses et aux travailleurs de payer l'addition.

En fait, ce qu'il faut pour empêcher ce chantage à l'emploi, c'est mettre en place ce qu'on appelle, à la CGT, une sécurité sociale professionnelle environnementale. À l'origine, on portait la proposition de sécurité sociale professionnelle. Face à l'ampleur de la crise écologique, on peut ajouter le terme « environnementale ». Le principe consiste à dire que, quand un procédé de production doit être transformé, comme chez Tefal, il faut commencer par sécuriser l'emploi et les garanties collectives des salarié-es. S'il faut transformer leur métier, on les forme pendant que l'usine est transformée, après quoi ils et elles retrouvent l'emploi. On a fait la même chose sur la fermeture des centrales à charbon : la CGT a mené une grosse lutte à Gardane dans les Bouches-du-Rhône, grâce à laquelle nous avons réussi à maintenir le contrat de travail des salarié-es. Ils n'ont pas été licenciés et ont élaboré un projet de transformation de la centrale à charbon basé sur un procédé un peu moins polluant : la méthanation, pour produire du gaz à partir du bois de meubles usagers récupérés en circuit court dans un rayon de 100 km autour de la centrale. Là, on attend que la centrale redémarre. Il y a un blocage important des autorités mais, grâce à la lutte et au rapport de forces, on a maintenu le contrat de travail des salarié-es. En fait, c'est cela qu'il faudrait généraliser. On a des propositions très précises pour mettre ce système en place. Par exemple, au niveau des branches, il faudrait une cotisation obligatoire pour les entreprises ; il faudrait qu'elle soit progressive, qu'on fasse payer d'abord les plus grosses entreprises pour responsabiliser les donneurs d'ordre. Cela permettrait d'avoir des fonds de transition pour assurer le maintien des salaires des salarié-es pendant que leur entreprise est transformée.

**Daniel, dans ton dernier livre, tu pointes la difficulté pour les travailleurs d'être vraiment actifs et pleinement conscients des enjeux écologiques. Comment accueilles-tu les propositions de Sophie et de la CGT ?**

**D.T. :** Ces propositions recoupent celles qui ont été avancées par la gauche nord-amé-

ricaine dans le cadre de son projet de Green New Deal, notamment l'idée d'une garantie d'emploi vert. Il faut certainement une reconversion de l'économie en général et de l'appareil productif en particulier. Une série de productions devront être réduites ou supprimées et ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais. Il faut donc leur garantir une reconversion dans une activité socialement utile et écologiquement responsable. Mais cette garantie ne doit pas être individuelle. La reconversion doit se faire non seulement avec le maintien du revenu mais aussi avec le maintien des collectifs de travail. Maintenir la force du collectif est très important. Trop souvent, dans le passé, le mode d'ordre de reconversion a été employé par les gouvernements et par les patrons pour noyer le poisson, pour disperser les salarié-es dans des dispositifs qui, en fin de compte, ne débouchaient sur aucune reconversion réelle. Maintenir les collectifs de travail, c'est maintenir des collectifs de résistance, des collectifs de créativité. C'est absolument vital.

Ceci dit, en termes stratégiques, on doit à mon sens élargir le champ de la discussion. On en a discuté quand vous m'avez invité à Nantes récemment. À la CGT, vous mettez très fortement l'accès sur la production. Il faut peut-être s'entendre au préalable sur les termes. Quand Marx parle du mode de production capitaliste, il se situe au niveau très général de la manière dont l'humanité produit son existence sociale. En ce sens-là, le mode de production inclut non seulement la production au sens strict mais aussi ce qu'on appelle la reproduction sociale, c'est-à-dire toutes les tâches qui tiennent à l'éducation, à la santé, au soin aux personnes âgées, à l'accueil de la petite enfance, au transport des personnes, à la gestion des déchets et de l'environnement, etc.

Pourquoi me semble-t-il important, en termes stratégiques, d'élargir le débat à ces secteurs ? Parce que je formule l'hypothèse d'une ouverture et d'une sensibilisation plus grandes des travailleuses et travailleurs de ces secteurs à la question écologique. D'une manière générale, je pense que les travailleurs du secteur productif, dans le contexte actuel, sont davantage susceptibles de se laisser piéger par le discours sur la compétitivité et sur le chantage à l'emploi, que Sophie évoquait. Parce qu'ils sont sous la contrainte plus directe de la dictature du profit, d'une part, et sous la menace des délocalisations

de l'activité, d'autre part. Attention : je ne suis pas du tout en train de dire que les travailleurs de l'industrie lourde sont incapables de comprendre la crise écologique. Je sais qu'il y a plusieurs exemples remarquables de luttes menées par des travailleurs de l'industrie qui ont pris à bras-le-corps les enjeux écologiques. Mais ces cas se présentent le plus souvent dans des entreprises confrontées à un plan patronal de fermeture. En temps normal, il me semble qu'il y a davantage de possibilités de faire

progresser le débat dans les secteurs de la reproduction sociale. Pourquoi ? Premièrement, la menace de délocalisation n'est pas opérante. Deuxièmement, les travailleuses et travailleurs sont au contact direct des usagers, ce qui offre des possibilités de convergence, d'unité d'action – par exemple autour des enjeux de la santé et de la santé environnementale –, et donc de politisation. Troisièmement, il y a dans les secteurs de la reproduction une contradiction flagrante entre l'idéologie officielle du service aux populations et la réalité de la gestion soumise aux plans d'austérité néolibéraux. Quatrièmement, les secteurs de la reproduction sont des secteurs très féminins, et les femmes en général sont plus sensibilisées que les hommes à la question du soin en général, donc aussi au soin pour l'environnement. L'expérience des syndicats

*“ Les agricultrices et agriculteurs seront les premiers pénalisés. Ils et elles sont les premières victimes des produits qu'ils utilisent. C'est chez elles et eux qu'il y a les plus hauts taux de cancer. Elles et eux sont aussi en première ligne du changement climatique, avec les problèmes que ça pose sur la qualité et la quantité de leur production. Pour répondre aux défis environnementaux, il faut remettre en cause un certain nombre de dogmes du capitalisme. ”*



étatsuniens depuis le tournant néolibéral est éclairante. Ils sont passés par une crise très profonde de dégradation des rapports de force et c'est dans les secteurs du soin, où il y a le plus de possibilités de contact avec les usagers, qu'ils ont le mieux résisté, au point de repasser à l'offensive autour de revendications combatives. Je pense qu'il faut essayer de faire jouer cette spécificité du secteur de la reproduction pour favoriser la conscientisation de l'ensemble du mouvement syndical, ce qui donne un rôle stratégique à la dimension et aux instances interprofessionnelles du syndicalisme.



Marche contre la vie chère à l'appel de La France Insoumise. Paris, 16 octobre 2022. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

**S.B. :** Là je ne suis pas d'accord avec Daniel. Il est vrai que dans le secteur du soin et du lien, la conscientisation écologique est plus facile et qu'il y a moins de contradictions et d'obstacles. La CGT a beaucoup de propositions sur ce secteur. C'est très important. Mais si nous, syndicalistes, et si la gauche en général ne répond pas à la situation de l'industrie, si elle ne s'attaque pas à régler les contradictions entre le social et l'environnemental dans la production, alors elle sera impuissante face au déclin sur lequel prospère aujourd'hui l'extrême droite, avec les fermetures d'usines et les suppressions d'emplois.

De plus, on sait qu'aujourd'hui, malheureusement, les emplois dans le secteur productif et dans le secteur reproductif ne sont pas rétribués de la même manière. Dans les faits, ce sont les emplois productifs qui tirent vers le haut le revenu des ménages salariés. Enfin, il faut certainement transformer les modes de consommation, mais on a quand même besoin d'une industrie.

On a tellement délocalisé ces dernières années que, quelque part, cela facilite les convergences. Parce que l'enjeu sur le plan français et européen est pour partie de relocaliser notre industrie, afin de mettre fin à la spécialisation productive mondiale qui organise la compétition entre les travailleurs et les travailleuses, fait exploser les émissions de gaz à effet de serre du fait du transport et tire les normes environne-

mentales vers le bas. Car quand on produit dans des pays à bas coût du point de vue social, c'est aussi à bas coût du point de vue environnemental. Il faut une relocalisation et elle doit s'accompagner d'une réflexion d'ensemble sur ce qu'on produit, sur les besoins des populations, et sur la manière de produire moins mais plus durable.

Avec la mondialisation, on a mis en contradiction les intérêts du salarié et les intérêts du consommateur : le salarié a intérêt à ce que sa production, et donc son emploi, soient maintenus en France ; et le consommateur a intérêt à ce que les produits soient toujours moins chers pour pouvoir continuer à vivre avec des salaires

qui stagnent. Il y a donc besoin de relocaliser la production pour qu'on puisse augmenter à la fois les salaires et le niveau de vie. On achètera des produits qui seront peut-être vendus plus cher (parce que vendus à leur juste prix) mais dureront plus longtemps. En parallèle, il faut effectivement s'interroger sur toutes ces productions inutiles qu'il faut pouvoir stopper en préservant les travailleurs et travailleuses et en rééquilibrant les secteurs.

Là où je suis d'accord avec Daniel, c'est qu'il faut développer les secteurs du soin et du lien. C'est un enjeu important. La CGT a d'ailleurs lancé il y a plusieurs années une grande campagne qui s'appelle revaloriser le travail du soin et du lien. C'est un enjeu féministe énorme parce que ces secteurs sont majoritairement féminisés, et dévalo-

risés en termes de salaires parce que féminisés. Ils reposent pour partie sur du travail non salarié, vu que les femmes assurent toujours la majorité des tâches domestiques. Dans les débats féministes sur la stratégie d'émancipation des femmes, la CGT a toujours refusé le salaire maternel qui implique d'assigner les femmes à ces tâches domestiques en leur donnant un petit salaire pour faire passer la pilule. Pour la CGT, les femmes doivent avoir accès au travail salarié comme les hommes parce que c'est un vecteur d'émancipation. Pour nous, ce qu'il faut, c'est socialiser les tâches domestiques et par conséquent étendre les services publics de prise en charge des personnes dépendantes – que ce soit la petite enfance, les personnes âgées dépendantes, les personnes malades, etc. Quand il n'y a pas de services publics ce sont les femmes qui s'occupent de ça gratuitement.

Il s'agit de socialiser les tâches domestiques pour permettre aux femmes de travailler et, en étendant ces services publics, d'élever la norme d'emploi. En même temps, il faut lutter contre la précarité qui est la règle aujourd'hui. Je pense par exemple aux aides à domicile pour les personnes âgées dépendantes, ou aux assistantes maternelles pour les petits enfants : les niveaux de salaire sont catastrophiques. Élever les salaires pour mettre fin à la précarité est aussi un enjeu majeur. Mais je pense qu'il serait dangereux de foncer là-dessus en oubliant la nécessaire transformation de l'industrie. On ne peut pas abandonner l'emploi industriel. On ne peut pas laisser les capitalistes casser l'emploi industriel sous prétexte d'environnement. On doit opposer une transformation de l'appareil productif selon les secteurs.

**Je me permets une parenthèse sur l'extrême droite, puisque tu l'as évoquée. Une extrême droite qui**

**parvient à faire le lien entre le social et l'environnemental à contresens et dans son propre intérêt. L'extrême droite qui est contre l'augmentation du SMIC, qui est contre l'intérêt des travailleurs y compris sur la question écologique, qui argumente par démagogie sur la simplification des normes, pour l'emploi, etc. Et on doit faire le constat que malgré tout, dans le vote et dans les idées, elle progresse. Comment expliquer ce phénomène et comment le contrer surtout ?**

**D.T. :** Je suis absolument d'accord avec Sophie : on ne peut pas faire l'impasse sur la question du secteur productif, ce serait en effet dérouler le tapis rouge à l'extrême droite – plutôt le tapis brun. On le voit clairement aux États-Unis avec la nouvelle candidature de Trump, qui tente démagogiquement de séduire les travailleurs des secteurs fossiles en exploitant leur crainte de déclassement.

Mais je veux insister sur la nécessité de garder en tête le cadre général. Les contraintes de la crise écologique sont telles que la gauche ne peut se limiter à exiger de relocaliser la production industrielle dans les pays capitalistes développés. Il faut en même temps – et Sophie l'a dit – soumettre cette production à un examen critique à partir des besoins réels, afin d'abandonner les productions inutiles et les productions nuisibles. Relocaliser ces productions dans nos pays n'aurait pas de sens. Par ailleurs, il faut se questionner, je pense, sur l'usage du terme « relocaliser ». Je ne fais pas de procès d'intention. Je constate seulement que le terme peut être interprété dans un sens un peu nationaliste : « on nous a volé nos emplois, on les a donnés aux Polonais, nous voulons que nos emplois reviennent chez nous, et tant pis pour les salarié-es polonais-es ». C'est une question complexe qui demande une approche internationaliste.

Au-delà de cet aspect, la grande difficulté est la suivante : la crise écologique, ou plutôt la crise écosociale, est à ce point grave que nous sommes contraints globalement de produire moins. Il faut donc pour ainsi dire partager plus et décider ensemble, de façon démocratique, dans le souci de prendre soin. Prendre soin de la planète, parce qu'il n'y en a pas d'autre qui puisse nous accueillir dans le système

solaire. Et prendre soin des hommes et des femmes qui vivent sur cette planète.

C'est dans ce cadre, selon moi, que le secteur du soin et du lien occupe une position stratégique. Pas en termes de priorité de l'action syndicale quotidienne dans le secteur productif, mais en termes de levier pour la conscientisation à l'intérieur du mouvement syndical interprofessionnel et en termes d'alternative de société. À ce sujet, j'adhère complètement à ce que Sophie a dit sur l'importance du fait que ce sont des secteurs très largement féminisés. De plus, ils comptent beaucoup de femmes d'origine étrangère. Il y a là toute une série de facteurs de conscientisation intersectionnelle qui sont importants aussi dans la lutte contre l'extrême droite.

Sophie a tout à fait raison de mettre en garde contre la manière dont l'extrême droite exploite la question écologique.

“ Il y a donc besoin de relocaliser la production pour qu'on puisse augmenter à la fois les salaires et le niveau de vie. ”

Trump a réuni une vingtaine de patrons de l'industrie pétrolière et charbonnière dans son fief de Mar-a-Lago, en Floride. Il leur a dit en substance : si je suis réélu, j'annule toutes les mesures de Biden en faveur d'une transition de type capitalisme vert ; puisque c'est dans votre intérêt, versez un milliard pour ma campagne électorale. Selon Politico, les PDG des compagnies fossiles sont en train d'écrire les décrets présidentiels que Trump n'aura qu'à signer s'il revient à la Maison Blanche. Ces capitalistes savent depuis plus de 40 ans que la combustion des combustibles fossiles entraînera un changement climatique catastrophique. Ils s'en fichent.

Les patrons de la grande industrie allemande ont opté pour Hitler dans les années trente, pour que Hitler les débarrasse des syndicats. De même, aujourd'hui aux États-Unis, des patrons de la grande industrie fossile et des industries connexes sont prêts à mettre au pouvoir un néofasciste pour qu'il les débarrasse de toute limitation à leurs profits. Des tendances analogues sont à l'œuvre en Europe. Il y a donc un très grand danger qui demande une réponse globale, c'est-à-dire un plan écosocialiste. Dans ce plan, la garantie d'emploi vert, le maintien des revenus et le maintien des collectifs de travail jouent un rôle central, aux côtés d'autres revendications.

**S.B. :** Je suis tout à fait d'accord. L'extrême droite aujourd'hui est aux portes

du pouvoir ou au pouvoir dans de plus en plus de pays du monde. On ne peut pas comprendre sa montée sans la lier à la situation environnementale. En fait, c'est un facteur déterminant, pour plusieurs raisons. Premièrement, parce que cette montée de l'extrême droite n'est pas spontanée : elle est organisée, soutenue par le capital, qui y met beaucoup d'argent. Dans toutes les périodes où le capital est en crise, il a besoin d'un pouvoir d'extrême droite pour mettre en place des solutions autoritaires. Après la crise de 1929, pour éviter des révolutions sociales, le slogan d'une partie des patrons était « Plutôt Hitler que le Front populaire ». C'est la même chose aujourd'hui. Les capitalistes voient bien que la crise environnementale impose de changer le logiciel en profondeur, notamment d'inverser la scandaleuse inégalité dans la répartition des richesses. Comme ils sont profondément cupides par nature, ils soutiennent et organisent une extrême droite climatosceptique pour empêcher ces transformations.

Deuxièmement, la crise environnementale est un tremplin pour l'extrême droite parce qu'elle favorise des guerres et des migrations. Du coup, elle prospère en attisant des peurs, en disant que les pays du nord sont submergés par une vague migratoire. La mécanique est terrible. Troisièmement, l'extrême droite exploite les contradictions entre le social et l'environnemental quand on n'est pas capable de les dépasser. Par exemple, dans l'industrie automobile en France, 50 000 emplois sont en passe d'être supprimés ces trois dernières années et 50 000 autres seront supprimés les trois prochaines années, avec l'environnement comme prétexte. On nous dit que ces deux années sont nécessaires pour organiser le basculement du thermique à l'électrique, qui sera bientôt obligatoire. Mais nous, on sait compter. On voit bien qu'au final, il y aura encore moins de véhicules qui seront produits en France. Sous couvert de basculement du thermique à l'électrique, on a une augmentation des délocalisations avec plein de suppressions d'emplois.

Derrière on est doublement perdants : comme on laisse les constructeurs décider de ce qui les intéresse le plus en termes de plus-value, ils préfèrent produire des véhicules très haut de gamme. Ces véhicules sont très polluants parce qu'ils nécessitent beaucoup de batteries très lourdes, et inaccessibles pour un Français moyen. Du coup, la décarbonation du véhicule

# Syndicalisme et écologie

pénalise doublement le monde du travail : on perd son emploi et on ne peut plus se déplacer parce qu'on n'est pas capable d'acheter un véhicule soi-disant « non polluant » (mais qui pollue). En plus, on va se prendre les zones à faible émission. C'est une bombe sociale. Le résultat, je le connais déjà : malheureusement, la bombe sociale servira de prétexte pour reculer en rase campagne, par exemple pour ne pas mettre en place les zones à faible émission. Tout ça parce qu'on n'aura pas tordu le bras des constructeurs automobiles.

La CGT de la métallurgie a élaboré un projet pour démontrer qu'on peut produire en France un véhicule électrique à bas coût – autour de 15 000 euros, soit à peu près deux fois moins que les véhicules électriques qui nous sont proposés aujourd'hui. Évidemment, ce n'est pas le même véhicule, c'est la 4L de l'électrique. Mais c'est aussi une forme de sobriété de se dire qu'on n'a peut-être pas besoin de posséder une énorme voiture. Si on a besoin de rouler 1 000 km, on peut louer une autre voiture que celle qu'on utilise au quotidien. C'est un changement dans les usages qui permettrait de répondre à la fois au besoin des salariés de garder leur emploi en France et au besoin des citoyens de garder un droit à la mobilité. Évidemment, l'objectif n'est pas d'augmenter le transport individuel mais plutôt d'avoir des transports collectifs décarbonés. Il faut donc un grand plan pour les infrastructures de transports publics.

D.T. : C'est ce que j'allais dire : la priorité, c'est le développement de transports publics gratuits et de qualité ! Pour revenir sur l'extrême droite et l'écologie, j'ai une formule lapidaire : selon moi, dans ce domaine, l'extrême droite profite de l'inévitable échec du soi-disant capitalisme vert qui est à la fois inefficace écologiquement (il n'arrête pas la catastrophe) et néolibéral, donc profondément injuste socialement. Ce double échec ouvre le champ pour l'extrême droite.

**L'idée qu'il faut transformer l'appareil productif en fonction des besoins, choisir collectivement les productions en fonction des secteurs apparaît comme positive. Cela semble une utopie concrète réalisable. Certains opposants au système actuel avancent aussi l'idée de décroissance. Elle ne fait pas l'unanimité. Peut-être parce que,**

**dans notre imaginaire, la croissance conditionne l'emploi et le bonheur. Mais aussi parce qu'on a bien besoin de croissance, y compris sur le plan national, vu qu'on manque d'hôpitaux, d'écoles, etc. Qu'en pense la CGT ? Est-elle décroissante ?**

S.B. : Non, à ce stade la CGT n'est pas décroissante. Je crois effectivement qu'il faut éviter les débats stériles et aller au-delà des slogans. La vraie question est celle du sens et du contenu de la croissance. Nous sommes en fait pour une croissance et une décroissance sélectives. Il faut augmenter énormément la réponse à certains besoins, par exemple dans le secteur du soin et du lien. Il n'y a pas assez de place dans les hôpitaux, pas assez de services publics. Il faut investir considérablement dans la prise en charge du grand âge, etc. Par contre, il faut organiser la décroissance sélective de toutes les productions spéculatives qui ne répondent pas aux besoins des populations. Tout cela requiert une approche fine et ciblée. Par ailleurs, c'est un débat qu'on ne peut pas mener sans parler des inégalités. Car on n'est quand même pas tous logés à la même enseigne. Les plus gros pollueurs sont les plus riches, à commencer par les 1 % les plus riches. Pour ceux-là, en effet, c'est la décroissance, pas sélective du tout ! Je veux dire qu'il faut remettre en question de façon très impor-

tante ces inégalités de richesses. Le capital de Bernard Arnault, c'est 170 milliards d'euros, on n'arrive même pas à se représenter ce que ça signifie. À la limite, on a envie de lui dire : garde un milliard, rends-en 169 à la collectivité. On est sûr des montants délirants, qu'il faut évidemment remettre en question.

Pour ce qui est de la majorité de la population, il faut plutôt orienter sa consommation et ses besoins différemment. Par exemple, ayant un enfant de cinq ans, je suis frappée quand je compare les jouets de sa génération et ceux de la mienne. Ce n'est pas du tout la même chose. On avait beaucoup moins de jouets. Ils ont toute une série de gadgets, évidemment « made in China » et en plastique, et ils ne sont pas plus heureux que nous l'étions. Sans compter la problématique des écrans. C'est un exemple, qui pourrait être démultiplié. Mais ce travail requiert une planification environnementale et une régulation. Il y a des choses à interdire en se mettant d'accord sur le fait que les moyens individuels ne décident pas tout. Quel est l'objectif ? Que tout le monde ait une piscine individuelle dans son jardin ? Non, il faudrait interdire les piscines individuelles et créer plus de piscines municipales. Il faut donc s'en donner les moyens, car c'est important que tout le monde puisse faire du sport et bénéficier de ce bien-être énorme qu'est la natation. Voilà le type d'arbitrage à réaliser collectivement.

“ *Sous couvert de basculement du thermique à l'électrique, on a une augmentation des délocalisations avec plein de suppressions d'emplois.* ”



Le 14 novembre 2024. © CGT Michelin Vannes.



**Daniel, qu'en penses-tu ?**

**D.T. :** On commençait l'entretien en évoquant le fait que six ou sept des neuf paramètres de la soutenabilité humaine sur Terre sont dépassés. D'une manière tout à fait générale, ce dépassement des seuils signifie que le productivisme capitaliste a entraîné l'humanité trop loin. Dès lors, il faut forcément revenir en arrière pour retrouver une forme d'équilibre. Il ne faut évidemment pas revenir en arrière sur le plan social, mais le dépassement des seuils signifie qu'on ne peut pas se contenter tout à fait de la décroissance sélective et de la croissance sélective dont parle Sophie. Bien sûr, des choses doivent croître. Bien sûr, il faut plus d'écoles, plus d'hôpitaux de qualité, plus de transport en commun – gratuits d'ailleurs, etc. Bien sûr aussi, il faut frapper le 1 % le plus riche. Il émet plus de CO2 que les 50 % les plus pauvres, et est responsable de 50 % des vols en avion. Là, il faut en effet une décroissance radicale. Par conséquent, oui, la lutte contre les inégalités est au centre des arbitrages nécessaires entre la croissance sélective et la décroissance sélective. Mais l'arbitrage doit se faire dans le cadre d'une enveloppe globale décroissante. Je ne parle pas de décroissance en termes de PIB mais en termes physiques : consommer globalement moins d'énergie, donc transformer et transporter globalement moins de matière. La grande difficulté est que cette contrainte ne peut plus être respectée en s'en prenant uniquement au 1 % le plus riche. L'empreinte des 10 % les plus riches au niveau mondial doit diminuer également. La décroissance n'est pas un slogan, ce n'est pas un mot d'ordre ni un projet de société – contrairement à ce que certains idéologues comme Serge Latouche ont pu dire au siècle passé. C'est une contrainte objective, incontournable. C'est cette réalité qui doit guider l'élaboration stratégique visant à l'émancipation sociale, et l'articuler.

Là où je suis entièrement d'accord avec Sophie, c'est que cette articulation nécessite une planification éco-sociale démocratique. Sans planification, il est impossible de résoudre l'équation. Le problème est d'autant plus compliqué que cette planification peut commencer au niveau national mais doit aller jusqu'au niveau mondial tout en restant démocratique, c'est-à-dire sous le contrôle des collectifs de travail des communautés. Le défi est gigantesque. Il sera à coup sûr irréalisable

si on ne fait pas aussi décroître très radicalement le temps de travail. Cette vieille revendication « décroissante » du mouvement ouvrier est indispensable non seulement pour vivre mieux et profiter de l'existence, mais aussi pour ouvrir la possibilité de prendre collectivement les décisions sur l'activité nécessaire à la satisfaction des besoins.

**S.B. :** La difficulté dans ce que dit Daniel c'est que, s'il faut faire décroître la

consommation énergétique globale, on ne peut pas dire aux pays africains, par exemple, qu'ils doivent consommer moins d'énergie. C'est aussi cette inégalité entre Nord et Sud qui crée des tensions très fortes au niveau mondial. Ces peuples ont besoin d'une augmentation très forte de la production, donc de leur consommation énergétique pour avoir droit au développement, moderniser leurs infrastructures, avoir des hôpitaux, etc. C'est pour cela que la question des inégalités est centrale dans l'approche mais cela complique considérablement la donne pour les pays développés comme les nôtres. Il faut décarboner au maximum les énergies. Mais l'hypothèse de faire décroître la consommation énergétique mondiale tout en permettant aux pays en développement d'augmenter leur propre consommation énergétique parce qu'ils y ont droit impliquerait une énorme décroissance pour les pays du Nord et c'est là, en effet, que c'est difficile et problématique. Là, on ne parle pas seulement d'interdire les vols en jet privé.

**D.T. :** Oui le problème est ultra-compliqué parce qu'il faut à la fois satisfaire les besoins sociaux fondamentaux – ce qui implique une augmentation des productions et des services – et en même temps faire décroître l'enveloppe globale. L'équation ne peut être équilibrée que par une justice sociale et une égalité sociale radicale, sans précédent dans l'histoire humaine depuis très très longtemps, d'une part, et par une

planification démocratique, d'autre part. Ce sont les deux jambes sur lesquelles il faut avancer.

Une aide dans l'élaboration peut venir d'une nouvelle génération de chercheuses et de chercheurs qui ont une approche sociale, égalitaire et démocratique. Ils donnent des indications de la manière dont on pourrait relever le défi de diminuer la consommation finale d'énergie au niveau global tout en satisfaisant les besoins fondamentaux des classes populaires, partout. Non seulement dans le Sud mais aussi dans le

Nord, parce qu'il y a beaucoup de gens dans le Nord aussi qui ne parviennent pas à nouer les deux bouts et ont des besoins légitimes. Quand on vit dans une barre de HLM en période de canicule on se dit qu'il y a tout même des investissements nécessaires, par exemple... C'est pour ça que je suis particulièrement heureux que mon dernier ouvrage *Écologie, luttes sociales et révolution* soit préfacé par Timothée Parrique. Timothée fait partie de ce réseau de chercheurs et de chercheuses que j'appelle des décroissants sociaux, partisans de la justice sociale et de l'égalité des droits pour tous et toutes. Il est l'auteur de *Ralentir ou périr*, un excellent ouvrage, très costaud scientifiquement, et dont je conseille la lecture.

**Vu l'ampleur et l'importance des enjeux on voit en tout cas qu'il y a nécessité à débattre, à échanger au-delà de nos organisations respectives. C'est ce qu'on appelle à la CGT la culture du débat nécessaire pour permettre une convergence. Comment construire la convergence entre luttes écologiques et sociales ? Daniel, tu réponds à cette ultime question ?**

**D.T. :** La convergence des luttes est en effet indispensable. D'une part, ceux et celles dans le camp des luttes environnementales qui s'imaginent pouvoir gagner en contournant les classes populaires et

*« la lutte contre les inégalités est au centre des arbitrages nécessaires entre la croissance sélective et la décroissance sélective. Mais l'arbitrage doit se faire dans le cadre d'une enveloppe globale décroissante. Je ne parle pas de décroissance en termes de PIB mais en termes physiques : consommer globalement moins d'énergie, donc transformer et transporter globalement moins de matière. »*

# Syndicalisme et écologie

leurs organisations se fourrent le doigt dans l'œil jusqu'à l'omoplate. Arrêter la catastrophe exige de changer de mode de production et de consommation. Une telle révolution est impossible sans la participation active de la majorité des producteurs et des productrices.

D'autre part, ceux et celles dans le camp des luttes sociales qui penseraient que la crise écologique est un enjeu secondaire se fourrent également le doigt dans l'œil, peut-être même plus profond que l'omoplate. Nous étions d'accord là-dessus au début de l'entretien, je crois important de le redire en conclusion : l'alternative à la catastrophe écologique qui grandit est désormais la clé de voûte de la situation sociale. Il faut donc construire des convergences.

Il faut le faire en comprenant que le travail est l'enjeu central. L'espèce Homo sapiens produit son existence et elle le fait socialement par le biais du travail. Le travail est la médiation entre nous et le reste de la nature. Par conséquent, s'il y a une crise des relations entre la société et son environnement naturel, c'est parce qu'il y a une crise au niveau du travail. Transformer le travail est donc décisif, à tous les niveaux. Concrètement, je pense que les convergences doivent être construites en priorité

au niveau du terrain, au niveau local, à la faveur de luttes. C'est là que les enjeux peuvent être saisis avec la participation du maximum d'acteurs.

Il ne faut pas avoir une vision « bisounours » : inévitablement, la convergence passera par des frictions, des affrontements parfois. L'exemple de Tefal, que donnait Sophie, est révélateur. La CGT a pris une position exemplaire mais d'autres organisations syndicales ont pris la position inverse. Cela montre les obstacles à surmonter. Dans tous les cas, il me semble décisif de maintenir des lieux de contact et de débat entre syndicalistes et activistes, même quand on n'est pas d'accord sur telle ou telle action du mouvement environnemental ou du mouvement syndical. C'est nécessaire pour se recentrer toujours sur les enjeux stratégiques de la transformation de la société et de l'abolition du système capitaliste, cause principale de tous ces malheurs.

**S.B. :** Je crois très important de ne surtout pas faire des convergences par le haut, sur

la base de grandes pétitions de principes construites sans les premiers et les premières concernées. Cela ne marche pas, ça peut même être contre-productif. Donc oui, il faut effectivement aller au débat, aller à la confrontation, en prenant les questions où ça coince, où ça frotte. C'est en tout cas ce que nous portons à la CGT en lançant notre plan d'action syndicale pour l'environnement. Le S de « syndicale » est là pour dire que le plan est construit par et avec les travailleurs et les travailleuses. Par conséquent, les choses prioritaires à

obtenir incluent évidemment cette sécurité sociale professionnelle environnementale.

Mais il y a aussi des droits à obtenir pour que les travailleurs et les travailleuses puissent avoir toute l'information sur l'impact environnemental de l'entreprise et de la chaîne de la valeur. Il faut aussi qu'on puisse avoir des leviers d'intervention stratégique pour imposer des projets alternatifs ou suspendre des projets stratégiques qui seraient dangereux. Je pense par exemple à un projet que nos camarades de Thales ont monté depuis près de dix ans. L'idée est de reprendre toutes les technologies des systèmes radars mises au point

“Le travail est la médiation entre nous et le reste de la nature.”

dans le cadre de l'industrie d'armement pour développer un projet d'imagerie médicale. C'est génial : une reconversion de l'industrie de la guerre pour soigner et pour répondre aux besoins des populations. On commence à réussir à rassembler des financements mais c'est très difficile, très chronophage, très long. Il y a plein de choses à mettre en place pour nous permettre de faire émerger des projets alternatifs concrets.

Par ailleurs, même s'il ne faut évidemment pas nier qu'il y a des contradictions entre le social et l'environnemental, j'ai un message de confiance parce que je pense qu'on est au bout du cycle néolibéral enclenché par Thatcher et Reagan avec la financiarisation de l'économie. Les rapports de classes s'exacerbent. Les convergences entre le social et l'environnemental peuvent être créées beaucoup plus facilement qu'auparavant parce que le « compromis Fordiste » – entre guillemets pour la CGT, qui n'y a jamais vu un compromis – explose. Du coup, les salarié-es de Total peuvent être critiques à la fois sur l'impact environnemental de leur entreprise et sur la stratégie sociale de leur entreprise, parce que les milliards de richesses générés par l'industrie pétrolière, ce ne sont pas les salarié-es qui en voient la couleur mais les actionnaires et le PDG.

Comment a-t-on gagné que la CGT de Vinci se positionne contre l'aéroport Notre-Dame-des-Landes dans le 44 ? Avec un travail de débat, bien sûr, mais aussi tout simplement parce que la construction de l'aéroport n'amenait aucun emploi permanent, c'était de la sous-traitance et de l'emploi précaire. En allant tellement loin dans la financiarisation du travail, ça



Sophie Binet en soutien aux salarié-es de l'hôpital Tenon le 1<sup>er</sup> octobre 2024. © Inprecor.

facilite les convergences, parce que dans le même mouvement ils piétinent et les droits sociaux et les droits environnementaux.

Il y a un autre point que je voulais soulever, qui est porteur d'espoir : un des leviers très importants que nous avons aujourd'hui pour faire face à ce défi majeur c'est le fait que le niveau de qualification de la population n'a jamais été aussi élevé. On a énormément de chercheurs et de chercheuses, un niveau de recherche, d'enseignement, de qualification très élevé. Le problème est qu'aujourd'hui le pilotage de la recherche et surtout de l'innovation se fait par le Capital. Les innovations qui sont développées sont celles qui intéressent le capital. La 5G, par exemple, dont on n'a pas bien compris quels étaient les objectifs sociaux ou sociétaux.

Il faut donc qu'on réussisse à reprendre en main la recherche et l'innovation. Là-dessus, j'ai peut-être un point de débat avec Daniel. Il faut certes être méfiant vis-à-vis du « technosolutionnisme », mais il y a aussi des enjeux technologiques très importants. La technologie peut et doit nous être d'un précieux apport pour répondre au défi environnemental. Le problème c'est de reprendre le contrôle pour permettre de développer des technologies qui ne porteront pas des gains de très court terme pour le capital mais des gains de moyen terme pour l'humanité.

Dernier point sur la question croissance/décroissance : je pense qu'on a besoin aussi de retravailler sur un certain nombre d'indicateurs. Le problème est que le PIB est le seul indicateur pris en compte aujourd'hui. C'est lui qui mesure la croissance. On sait que c'est artificiel. Par exemple, c'est grâce à la bataille des économistes CGT de l'INSEE que la prostitution n'est pas intégrée au PIB. Sinon, la croissance de la prostitution serait une bonne nouvelle ! Par contre, le PIB de la France intègre toujours le trafic de drogue. On voit à quel point le PIB est discutable comme indicateur. On a besoin d'autres indicateurs aujourd'hui, par exemple l'Indice du développement humain, créé en 1990 par l'ONU. Je suis très étonnée qu'on ne s'en serve pas davantage. Les USA sont peut-être le pays le plus riche du monde en termes de PIB, mais leur situation est catastrophique en termes d'IDH : l'espérance de vie est bien inférieure à celle des Cubain-es par exemple. L'IDH permet de remettre les choses à l'endroit et de faire primer le bien-être des populations sur la production matérielle. C'est un indicateur

qu'on pourrait améliorer. Pour le coup on a besoin de la collaboration entre chercheurs et syndicalistes.

**Je te laisse réagir brièvement, Daniel, puis enchaîner sur ta conclusion. Sophie aura ensuite le dernier mot.**

**D.T. :** Juste une précision par rapport à ce que vient de dire Sophie : je suis opposé à l'idée que des technologies vont surgir qui permettront de tout résoudre d'un coup de baguette magique. Mais j'adhère tout à fait à l'idée que nous avons besoin de sciences et de technologies, et que l'enjeu est de les mettre au service des besoins humains plutôt que du profit capitaliste. Ceci dit, en conclusion, je voudrais souligner simplement qu'il y a de l'espoir possible dans cette situation. L'espérance n'est pas morte. Du fait des tensions entre le social et l'environnemental, le défi écologique nous apparaît peut-être trop souvent comme un obstacle au développement des luttes de classe pour une alternative de société. Pour ma part, je pense que l'obstacle pourrait se transformer plus rapidement qu'on le pense en un atout formidable. En effet, la crise est tellement profonde qu'elle peut renforcer très vite la conscience de la nécessité d'en finir avec le système capitaliste qui « détruit les deux seules sources de toute richesse, la terre ainsi que les travailleurs et les travailleuses », comme disait Karl Marx.

Il pourrait suffire d'une étincelle pour que cette conscience se répande assez rapidement. Le mouvement des Gilets jaunes, en France, me conforte dans cette idée. Beaucoup de gens de gauche ont cru, au début, que ce mouvement ne pourrait qu'être capitalisé par l'extrême droite, parce qu'il défendait le droit à la bagnole contre une taxe. Or, ce n'est pas tout à fait ce qui s'est passé. Il y a eu convergence, au moins partiellement, avec des jeunes en lutte pour le climat, et même avec des manifestations féministes contre les violences sexistes et sexuelles. Il y a eu ce slogan formidable : « Fin du monde, fin du mois, même combat ». Le fait que ce slogan soit né d'un mouvement aussi profond, aussi populaire, aussi « basiste » que le mouvement des Gilets jaunes montre cette possibilité de retournement de la conjoncture idéologique. Un tel retournement ne peut découler que des luttes, mais justement : ça dépend de nous. Coordonnons nos efforts.

**Merci Daniel. À toi Sophie...**

**S.B. :** C'est rigolo, je voulais dire à peu près la même chose. C'est bien qu'on finisse sur une convergence. Je pense aussi qu'il faut vraiment arrêter de se répéter que la question environnementale est un problème pour la lutte de classe. En fait, c'est un point d'appui pour démontrer les impasses du système capitaliste et l'urgence d'en changer, parce qu'on voit bien que rien ne fonctionne : on ne peut pas répondre aux défis environnementaux avec le laissez-faire, on ne peut pas répondre aux défis environnementaux avec des politiques d'austérité ; il faut des investissements publics massifs ; on ne peut pas répondre aux défis environnementaux en laissant exploser les inégalités car les inégalités sont au cœur du problème environnemental. Donc, au niveau de notre logiciel syndical, nous devons plutôt nous dire que cette question environnementale doit être prise comme un point d'appui dans nos luttes. Après, comme syndicalistes, on sait que les illusions de Grand Soir sont plutôt désespérantes parce que le système n'explosera pas de lui-même. Sa force est d'avoir réussi à s'adapter, à se transformer et à survivre à plein de crises. Plutôt que d'attendre l'explosion, la CGT porte une série de droits concrets que nous voulons arracher pour organiser cette bataille-là : la Sécurité sociale professionnelle et environnementale, de nouveaux droits démocratiques pour les salariés dans les entreprises, une bataille pour la relocalisation industrielle et contre le libre-échange, couplée à l'augmentation de l'aide aux pays en développement. Notre combat, c'est aussi la justice sur le plan mondial, une vraie planification et une régulation environnementale, une réduction du temps de travail. Tels sont les chantiers très concrets qu'il faut ouvrir immédiatement. La CGT les a déjà ouverts depuis longtemps et continuera le combat pour répondre au double défi environnemental et social.

**Merci beaucoup les camarades, merci pour cette conversation qui nous met tout droit face aux enjeux tout en donnant de l'espoir et en traçant des perspectives. Je suis persuadé que les camarades sauteront sur ces questions et que votre échange contribuera à ce que les travailleurs et travailleuses prennent largement leur place dans ce combat essentiel. ■**

Le 16 mai 2024



# L'évolution de la pensée de Lénine sur la question nationale

Nous nous proposons d'analyser l'évolution de la pensée politique de Lénine sur la question nationale, sa spécificité et sa place stratégique, ainsi que les différentes options qu'il propose pour sa résolution démocratique (sécession, fédération, autonomie).

Par  
Jaime Pastor

Nous distinguons essentiellement trois phases principales, liées à différentes périodes historiques, cas spécifiques et débats – notamment avec Rosa Luxemburg, mais aussi avec l'austro-marxisme, le Bund et des membres de son propre parti – jusqu'à ses réflexions et propositions finales sur la construction conflictuelle de ce qui sera la nouvelle URSS. Nous considérons que l'analyse de ses réflexions et propositions est toujours pertinente pour aborder cette question, si controversée mais bien réelle dans de nombreux conflits qui traversent notre planète.

### De la II<sup>e</sup> Internationale à la lutte contre la menace de guerre

Évidemment, nous partons du fait que Lénine aborde cette question dans le cadre général établi par les réflexions de Marx et Engels à ce sujet, ainsi que par les vifs débats qui ont lieu au sein de la II<sup>e</sup> Internationale et, en particulier, les formules qui deviennent des références

de principe, comme celles d'Engels en 1847 (« *Une nation ne peut pas devenir libre et en même temps continuer à opprimer d'autres nations* » (1)) et surtout en 1882 lorsqu'il soutient que « *le prolétariat victorieux ne peut imposer un bonheur quelconque à un autre peuple, sans saper ainsi sa propre victoire* » (2). C'est une vision d'abord évolutionniste de l'histoire – qui fait confiance au dépassement progressif des antagonismes nationaux à mesure que l'on avance vers le socialisme, comme ils le soutiennent dans le *Manifeste communiste* – accompagnée d'une défense ouverte du droit à l'indépendance de la Pologne et de l'Irlande, et qui s'ouvre progressivement à une conception multilinéaire de l'histoire à mesure qu'ils manifestent un intérêt croissant pour l'étude des sociétés non-occidentales (3).

Leur position sur des conflits comme ceux de la Pologne et de l'Irlande influencera les débats de la II<sup>e</sup> Internationale et se reflétera dans le consensus obtenu au congrès de Londres de 1896, qui déclare que l'Internationale « *s'affirme pour le droit complet à l'autodétermination de toutes les nations ; et il exprime sa sympathie aux ouvriers de tout pays qui souffrent à l'heure actuelle sous le joug de l'absolutisme militaire, national ou autre* ». C'est cependant une résolution qui est adoptée « *au milieu de l'incompréhension et de l'indifférence totales* » (4).

C'est également la position qui se maintiendra au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) lors de son deuxième congrès en 1903 (dont l'article 9 défend le « *droit à l'autodétermination de toutes les nations, y compris celles qui se trouvent aux frontières de l'État* »). Lénine assume clairement cette orientation, comme le montre son article « *Le problème national dans notre*



### Jaime Pastor

Jaime Pastor est maître de conférence en sciences politiques à la retraite, militant d'Anticapitalistas, section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale et membre de la rédaction de *Viento Sur*. Il est l'auteur de *Le nationalisme, l'État espagnol et la gauche* (Los nacionalismos, el Estado español y la izquierda, 2014) Ce texte est une version révisée de l'intervention de l'auteur lors de la session du 29 février 2024 sur « *Lénine et la question nationale* », avec Étienne Balibar et Gal Kirn, qui a eu lieu pendant les *Journées léninistes* organisées par différentes revues, parmi lesquelles *Viento Sur*. Traduit par Lauriane M. © Albert Salamé.

programme », publié le 15 juillet 1903 : il y défend le droit à l'autodétermination, entendu comme le droit à la séparation, sans pour autant être favorable à ce que son parti défende cette option et en précisant, dans une polémique avec les dirigeants du PSP polonais, qu'il ne faut soutenir la séparation « *que dans des cas particuliers, exceptionnels* ». Il n'est pas non plus favorable à la fédération, sauf, là aussi, dans des cas isolés, contrairement à Kautsky, partisan d'un État centralisé « non impérialiste ». De la même façon, il est partisan du centralisme démocratique au sein du parti par opposition aux propositions fédérales des sociaux-démocrates de la périphérie de l'Empire tsariste (5) ou à celles d'autonomie du Bund.

1) « Discours sur le parti chartiste : Allemagne et Pologne », 9 décembre 1847.

2) Lettre de F. Engels à Karl Kautsky, 12 septembre 1882.

3) Pour une étude bien documentée et novatrice de son évolution sur ces questions et, en particulier, sur les sociétés non occidentales : Kevin B. Anderson, *Marx aux antipodes : Nations, ethnicité et sociétés non occidentales*, Syllepse, 2015.

4) Voir Haupt, Löwy et Weill, *Les marxistes et la question nationale*, L'Harmattan, 2<sup>e</sup> édition 1997. Cette attitude tient à la prédominance en son sein d'une position ambiguë vis-à-vis de la politique coloniale des grandes puissances occidentales, comme en témoigne le Congrès tenu à Amsterdam en 1904 (Montserrat Galceran (2016), *La bárbara Europa*).

## De la « Grande Guerre » à la Révolution russe de 1917

C'est surtout à partir de 1913 que Lénine aborde cette question de manière plus approfondie, considérant qu'on est clairement entré dans une phase historique différente de celle qu'avaient connue Marx et Engels et que la distinction entre « nations avec histoire » et « sans histoire » n'a plus de sens. Il affirme qu'il faut défendre l'égalité des droits des nations et donc également les droits des minorités nationales au sein des États existants, sans se résigner à considérer leurs frontières comme naturelles.

Ainsi, dans « La classe ouvrière et la question nationale » (6), en mai 1913, Lénine affirme que :

« Seul, de nos jours, le prolétariat défend la liberté véritable des nations et l'unité des ouvriers de toutes les nations. Pour que des nations différentes puissent, dans la liberté et la paix, vivre unies ou bien se séparer (lorsque cela les arrange davantage) en formant des États distincts, il faut la démocratie complète dont la classe ouvrière se fait le champion. Pas le moindre privilège pour aucune nation, pour aucune langue. Pas la moindre vexation, pas la moindre injustice à l'égard d'une minorité nationale. Tels sont les principes de la démocratie ouvrière. »

Ces réflexions apparaissent plus systématiquement dans son article « Notes critiques sur la question nationale », écrit entre octobre et décembre 1913. Il y présente la Suisse comme un exemple de respect et de pratique du multilinguisme, tout en réaffirmant sa défense du droit à l'autodétermination, entendu comme droit à la séparation et non au fédéralisme ou à la décentralisation, puisqu'il réaffirme la nécessité d'un État fondé sur le centralisme démocratique. Dans cet article, il polémique également avec le Bund, rejetant l'idée d'une « culture nationale » juive et, contrairement à Otto Bauer (7), d'une « autonomie nationale-culturelle » comme option à revendiquer, bien qu'il reconnaisse que « la nation hébraïque » est « la plus opprimée et la plus persécutée » (8).

La même année, il manifeste un intérêt croissant pour cette question à partir de l'impact de la révolution russe de 1905 sur

les peuples de l'Est, comme le montre son article « L'éveil de l'Asie » (9). Il y affirme que : « À la suite du mouvement russe de 1905, la révolution démocratique a gagné toute l'Asie : Turquie, Perse, Chine. Une fermentation grandit aux Indes anglaises [et aussi] et dans l'Inde néerlandaise ».

Plus tard, dans son article « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (février-mai 1914) (10), il polémique avec Rosa Luxemburg en insistant sur la défetnse du droit à l'autodétermination comme droit à la séparation et à « la formation d'États nationaux indépendants », tout en précisant que le prolétariat subordonne les revendications nationales aux intérêts de la lutte des classes. Cela implique la nécessité d'une tactique différenciée vis-à-vis de la bourgeoisie de la nation opprimée :

« Pour autant que la bourgeoisie d'une nation opprimée lutte contre la nation qui opprime, nous sommes toujours pour [le droit de séparation], en tout état de cause et plus résolument que quiconque, car nous sommes l'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression. Pour autant que la bourgeoisie de la nation opprimée est pour son propre nationalisme bourgeois, nous sommes contre. Lutte contre les privilèges et les violences de la nation qui opprime ; aucune tolérance pour la recherche de privilèges, de la part de la nation opprimée » (11).

De même, contrairement à l'opinion de la révolutionnaire polonaise, Lénine considère comme légitime le soutien du mouvement ouvrier suédois à l'indépendance de la Norvège – obtenue par référendum en 1905 – en s'appuyant sur la position de Marx sur les questions polonaise et irlandaise, tout en continuant à

prôner « la fusion des travailleurs de toutes les nations ».

Ces considérations se reflètent au sein de l'Empire tsariste et, concrètement, dans la crise qui s'ouvre dans le contexte de la « Grande guerre » inter-impérialiste.

Dans ce contexte, il convient de noter l'intérêt de Lénine pour les relations russo-ukrainiennes, comme en témoigne son discours du 27 octobre 1914 à Zurich. Il y affirme que « Ce que fut l'Irlande pour l'Angleterre, l'Ukraine l'est devenue

pour la Russie : exploitée à l'extrême, sans rien recevoir en retour » (12). « Ainsi, autant les intérêts du prolétariat international en général que ceux du prolétariat russe en particulier, exigent que l'Ukraine reconquière son indépendance étatique qui seule lui permettra d'atteindre le développement culturel indispensable au prolétariat. » (13).

De ce fait, reprenant la dénonciation de l'Empire russe comme « prison des peuples », dans « Le socialisme et la guerre » (juillet-août 1915) (14), il caractérise le tsarisme comme un « impérialisme militaire et féodal », allant jusqu'à affirmer que : « Nulle part au monde la majorité de la population du pays n'est aussi opprimée » qu'en Russie. C'est pourquoi la défense du droit à l'autodétermination, c'est-à-dire à la séparation, apparaît comme une tâche inéluctable des partis sociaux-démocrates des pays oppresseurs, bien qu'elle doive être insérée sur la voie de « la formation plus libre, plus sûre et, par suite, plus large et plus généralisée, de grands États et de fédérations entre États, ce qui est plus avantageux pour les masses et correspond mieux au développement économique ».

De même, dans son article « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », janvier-février

5) « Libération nationale et bolchevisme », Eric Blanc, publié par *Contretemps* et traduit par *Avanti!*.  
6) *La Pravda*, 10 mai 1913.

7) Sur Otto Bauer et la question nationale, je renvoie à mon article « Retour critique à l'austro-marxisme », *Viento Sur*, 27/08/2021. .

8) En ce qui concerne la question juive, Traverso, dans *Les marxistes et la question juive : Histoire d'un débat*, 1843-1943 (1998) observe chez Lénine une oscillation permanente entre une reconnaissance et une négation du caractère national des juifs, malgré sa reconnaissance claire en 1913, comme nous venons de le voir dans les « Notes critiques... ». Ces oscillations seraient conditionnées, selon Traverso, par l'évolution de ses relations avec le Bund au sein du POSDR ; son refus de l'existence d'une « culture nationale juive » spécifique – bien qu'il défende son droit à l'enseignement dans sa langue maternelle – serait lié à la tendance qu'il voyait à l'assimilation des nations comme une caractéristique historique du capitalisme et de la future voie vers le socialisme, bien qu'il ait toujours exprimé son rejet clair et intransigeant de l'antisémitisme et des pogroms, contre lesquels il était favorable à l'organisation de milices ouvrières d'autodéfense.

9) Lénine, *La Pravda*, 1913, *Œuvres complètes*, tome 19, page 78.

10) Lénine, revue *Prosvéchtchénié*, 1914, *Œuvres complètes*, tome 20, p. 415.

11) Ibid. souligné dans l'original.

12) Ce discours ne se trouve pas dans les *Œuvres complètes* de Lénine. Il a été rapporté par la presse de l'époque. Voir R. Serbyn, « Lénine et la question ukrainienne en 1914 : le discours séparatiste de Zurich », *Pluriel-Débat* n° 25, 1981.

13) Roman Serbyn, 1981, cf. note 12, pp. 81-84.

14) Tome 21, page 305.

“ Lénine insiste sur la défense du droit à l'autodétermination comme droit à la séparation et à « la formation d'États nationaux indépendants », tout en précisant que le prolétariat subordonne les revendications nationales aux intérêts de la lutte des classes. ”

# Question nationale – Lénine

1916 (15), de nouveau face à Rosa Luxemburg, il considère la Norvège comme un exemple démontrant que le droit à l'autodétermination est « réalisable » sous le capitalisme sans avoir à attendre la conquête du socialisme. Il présente d'ailleurs cette même expérience de défense de « l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare », bien qu'il soit contre cette option, car :

« Plus le régime démocratique d'un État est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands États, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables, et ils augmentent sans cesse avec le développement du capitalisme ».

Dans le même article, il n'exclut pas de défendre le droit à l'autodétermination même lorsqu'une autre « grande » puissance peut s'en saisir :

« Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre "grande" puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme ».

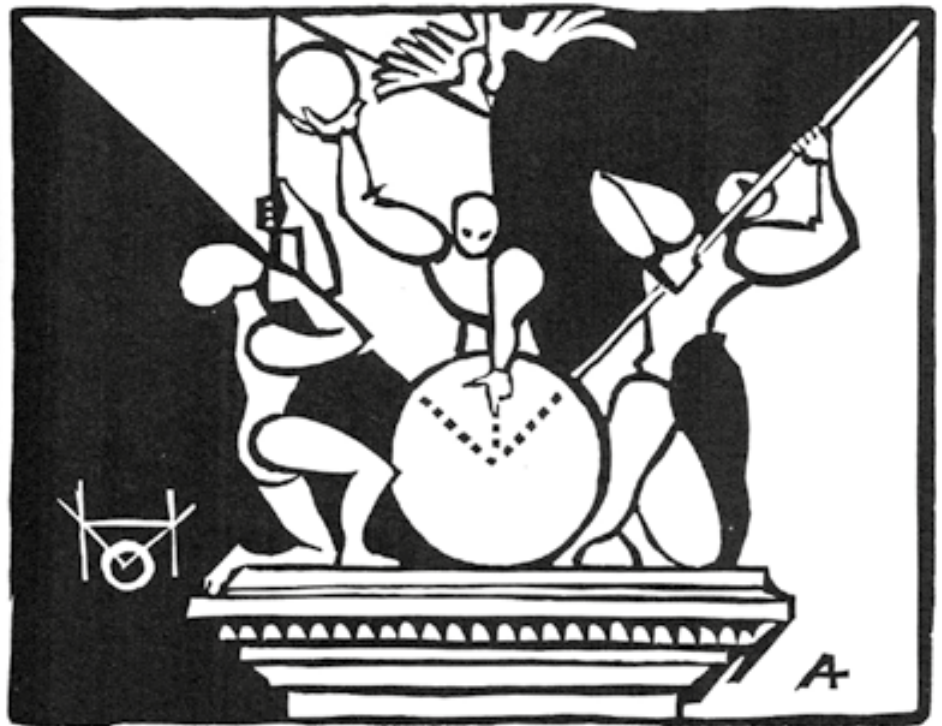
C'est également dans cet article qu'il développe la distinction entre trois grands groupes d'États et de pays : 1, les pays avancés d'Europe occidentale et des États-Unis (où chacune de « ces "grandes" nations opprime d'autres nations dans les colonies et à l'intérieur du pays ») ; 2, l'Europe de l'Est (où ces mouvements nationaux légitimes se forment dans des contextes de déclin des empires) ; et 3, les États semi-coloniaux et toutes les colonies (où les mouvements anticoloniaux se forgeront progressive-

ment et doivent être soutenus). Une différenciation qu'il réaffirme, toujours dans la polémique avec Rosa Luxemburg principalement, dans « Une caricature du marxisme et à propos de "l'économisme impérialiste" » (août-octobre 1916) (16).

Rosa Luxemburg, quant à elle, soutient dans *La question nationale et l'autonomie* (1908) que l'entrée dans la phase impérialiste implique « le développement du grand État », condamnant ainsi l'ensemble des mini et micro-nationalités à la faiblesse politique. Il est donc illusoire, selon elle, de revendiquer leur autodétermination, puisqu'elles n'ont aucune possibilité de l'exercer face aux États impérialistes. Une thèse partagée par Karl Radek, Boukha-

mais aussi la position des sociaux-démocrates russes dans leur résolution de 1903.

Malgré ses réserves, la social-démocrate polonaise ne nie pas pour autant la nécessité pour les travailleurs de défendre « les objectifs démocratiques et culturels du mouvement national, c'est-à-dire l'établissement d'institutions politiques qui garantiront, par des moyens pacifiques, le libre développement de la culture de toutes les nationalités vivant ensemble dans le même État ». Plus tard, cependant, elle soutient les peuples des Balkans contre l'Empire turc, qu'elle considère comme non viable, et en arrive même en 1915 à défendre le droit à l'autodétermination, bien qu'elle ne le considère pas comme viable dans le cadre



Danse des formes, Scénographies au Bauhaus, Albert Flocon.

rine, Görter et d'autres marxistes radicaux (y compris Trotsky, qui maintient une position ambiguë). Cette position est contrée par Lénine, qui critique leur confusion entre le « problème de la libre détermination politique des nations dans la société bourgeoise, de leur indépendance en tant qu'État » et « la question de leur autonomie et de leur indépendance économiques » (17). La révolutionnaire polonaise considère au contraire que la tâche centrale est de mettre au premier plan les luttes de classe, anticoloniales et anti-impérialistes. Sur la base de cette position et de son analyse critique du mouvement nationaliste polonais, Rosa Luxemburg rejette fermement non seulement la défense du droit à l'autodétermination de la Pologne,

de l'État capitaliste. En résumé, on pourrait conclure que la révolutionnaire polonaise est tombée dans une conception économiciste du problème national, ne comprenant pas que « la libération nationale des peuples opprimés est une exigence [...] de toutes les masses populaires, prolétariat compris » (18).

Au contraire, nous avons vu que Lénine réaffirme dans ses articles successifs la défense du droit à l'autodétermination, c'est-à-dire à la séparation. Il établit pour cela une distinction claire entre nations oppressives et nations opprimées, ainsi qu'entre les différentes tâches des sociaux-démocrates dans les premières et dans les secondes : alors que dans les premières l'accent doit être mis sur le droit à la séparation, dans les secondes il doit l'être sur l'engagement à la

15) Tome 22, page 155.

16) Tome 23, page 27.

17) « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », *Œuvres complètes*, Tome 20, page 415.

18) Michael Löwy, *Les marxistes et la question nationale*. Pour un traitement plus récent des différences entre la position de Rosa Luxemburg et celle de Lénine, je renvoie à Andreassi, *Les travailleurs ont-ils une patrie ? Internationalisme et question nationale*, IIRF, 1991, et Tafalla (2021).



libre union, bien que l'analyse au cas par cas soit toujours nécessaire.

Toujours en débat avec la majorité de ceux qui ont même rompu avec la II<sup>e</sup> Internationale, comme le rappelle Kevin B. Anderson (19), Lénine insistera sur l'importance stratégique des mouvements nationaux anti-impérialistes. La classification par Lénine en trois groupes de pays découle précieusement de l'analyse plus large et plus profonde développée dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (janvier-juin 1916) qui l'amène, par opposition aux positions développées notamment par Kautsky (qui cache le fait que l'Alsace-Lorraine est une annexion par l'Allemagne), à souligner la pertinence de la question nationale et coloniale, comme on peut le voir lorsqu'il affirme que :

« *L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances. De même se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale (car l'annexion n'est rien d'autre qu'une violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes)* » (souligné par moi).

Une autre étape importante se trouve, en juillet 1916, dans son article « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (20). Dans cet article, comme le titre l'annonce, il fait le point sur les débats des années précédentes, insiste sur les cas de la Norvège et de l'Alsace (contre l'annexion) et réfute les arguments de ceux qui se limitent à défendre le droit à l'autodétermination pour les seules colonies. En outre, il met particulièrement l'accent sur son soutien résolu à l'insurrection irlandaise de Pâques 1916 contre ceux qui, dans ses propres rangs, comme Karl Radek, la critiquent en la considérant comme le simple « putsch » d'un « mouvement nationaliste purement urbain et petit-bourgeois ». Pour Lénine

en revanche, ce soulèvement populaire devient un exemple clair de ce qu'il avait déjà souligné dans son ouvrage sur les conséquences de la crise impérialiste dans le contexte de la « Grande Guerre », puisqu'il « *démontre néanmoins que des foyers d'insurrections nationales, surgies en liaison avec la crise de l'impérialisme, se sont allumés à la fois dans les colonies*

« *Lénine distingue trois grands groupes d'États et de pays : les pays avancés d'Europe occidentale et des États-Unis ; l'Europe de l'Est (où ces mouvements nationaux légitimes se forment dans des contextes de déclin des empires) ; et 3, les États semi-coloniaux et toutes les colonies.* »

*et en Europe ; que les sympathies et les antipathies nationales se sont exprimées en dépit des menaces et des mesures de répression draconiennes.* » (21, souligné dans l'original).

Toujours en juillet 1916, le leader bolchevique écrit *À propos de la brochure de Junius* (22), en référence au texte publié par Rosa Luxemburg la même année « La crise de la social-démocratie » et signé sous le pseudonyme de Junius. Dans son commentaire, on observe à nouveau des visions différentes de l'avenir des guerres de libération nationale. Ainsi, après avoir loué cet ouvrage comme « *un excellent ouvrage marxiste, [dont] il est tout à fait possible que les défauts aient, jusqu'à un certain point, un caractère fortuit* », il poursuit en soulignant que « *le principal de ces défauts [...] est le silence de l'auteur sur le lien entre le social-chauvinisme [...] et l'opportunisme* ».

Il considère qu'« *étendre le jugement porté sur la guerre actuelle [il se réfère à la Grande Guerre commencée en 1914] à toutes les guerres possibles à l'époque de l'impérialisme* » reviendrait à « *oublier les mouvements nationaux contre l'impérialisme* » (souligné dans l'original). Contre cette position, il soutient donc que « *des guerres nationales ne sont pas seulement probables, mais inévitables à l'époque de l'impérialisme, de la part des colonies et des semi colonies* » et que « *même en Europe, on ne peut considérer que les guerres nationales soient impossibles à l'époque de l'impérialisme* ». Ces dernières, insiste-t-il, sont non seulement inévitables, mais aussi « *progressives, révolutionnaires* », bien que leur succès dépende de divers facteurs, dont « *une conjoncture internationale particulièrement favorable* » (soulignés dans l'original).

À nouveau, on peut voir derrière cette controverse des conceptions différentes des conséquences de l'entrée dans la nouvelle étape impérialiste et la Grande Guerre, qui impliquent des divergences sur la question nationale et la place de la revendication du droit à l'autodétermination, ainsi que sur la tactique qui peut en découler, non seulement dans les colonies, dont la révolutionnaire polonaise soutient les luttes, comme le reconnaît Lénine, mais aussi en Europe. Les développements futurs donneront, à notre avis, raison au leader bolchevique.

## De la révolution russe à la fondation de l'URSS

L'argumentation développée par Lénine contribue à jeter les bases de la position adoptée par le Congrès du parti bolchevique en plein processus révolutionnaire, en mai 1917, alors que les différents peuples de l'Empire russe se mobilisaient également pour leurs droits nationaux :

« *À toutes les nations composant la Russie doit être reconnu le droit de se séparer librement et de se constituer en États indépendants. Nier ce droit et ne pas prendre des mesures propres à garantir son application pratique équivaut à soutenir la politique de conquêtes ou d'annexions* » (23).

Avant son adoption, dans son « Discours sur la question nationale » (24), polémiquant avec des camarades de son propre parti, le leader bolchevique déclara devant ce Congrès :

« *Si la Finlande, la Pologne, l'Ukraine se séparent de la Russie, nous n'y verrons aucun mal. Quel mal y aurait-il à cela ? Chauvin qui le dira. Il faut être fou pour continuer la politique du tsar Nicolas. La Norvège s'est bien séparée de la Suède... »*

Plus précisément, dans le cas de l'Ukraine, en juin de la même année, il se

19) *The Rediscovery and Persistence of the Dialectic in Philosophy and in World Politics*, 2007.

20) *Œuvres complètes*, tome 22, p. 344.

21) Pour un rappel de cette insurrection à l'occasion de son centenaire : Dominique Foulon (*Viento Sur*, n° 145, 2016). Lénine, comme l'observe Kevin B. Anderson (dans *Lenin Reloaded: Toward a Politics of Truth*, 2007), présente en outre ce mouvement comme un exemple du rôle que les petites nations peuvent jouer dans la « *dialectique de l'histoire* » en tant que « *l'un des ferments ou bacilles qui aident la véritable force contre l'impérialisme à entrer en scène : le prolétariat socialiste* » (Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », *Œuvres complètes*, Tome 22, page 155 ; italique dans l'original).

22) Tome 22, p. 328.

23) Tome 24, p. 223.

24) Idem.

# Question nationale – Lénine

demande s'il ne vaudrait pas mieux que les travailleurs d'Ukraine optent pour la séparation de leur pays et rejoignent ensuite la Russie dans le cadre d'une fédération socialiste. Une position sur laquelle il reviendra plus tard, en mars 1919, se montrant favorable à l'acceptation de l'option d'une Ukraine indépendante si le Congrès des Soviets de ce pays en décidait ainsi (25).

Tout cela n'empêche pas Lénine de rester très critique à l'égard de toutes formes de nationalisme et même de concepts tels que la *culture nationale*, mais en s'élevant en même temps contre les politiques assimilationnistes du nationalisme grand-russe dans des domaines tels que la langue, en donnant à nouveau l'exemple de la Suisse comme solution démocratique. Il postule ainsi le refus des privilèges de toute nation au détriment des autres, tout en luttant toujours pour insérer ces revendications démocratiques dans un projet socialiste dominé par la classe ouvrière.

La Déclaration des droits des peuples de Russie de novembre 1917 sous-tend ainsi la recherche d'une alliance avec les mouvements de libération nationale en énonçant des principes très clairs sur cette question :

« 1. Égalité et souveraineté des peuples de Russie. 2. Droit des peuples de Russie de disposer d'eux-mêmes, jusqu'à séparation et constitution d'un état indépendant. 3. Suppression de tous privilèges et limitations, nationaux ou religieux. 4. Libre développement des minorités nationales et groupes ethnographiques, habitant le territoire russe. »

Une prise de position qui, une fois de plus, sera sévèrement critiquée par Rosa Luxemburg (26), qui considère qu'au lieu de cette revendication, qui contribuerait à « la désintégration de l'État russe », ils auraient dû reconnaître l'Assemblée constituante, marquant aussi son désaccord avec la politique agraire adoptée par les bolcheviks. Cela reflète ses profondes divergences non seulement sur la question nationale, mais aussi sur la démocratie et la politique d'alliances avec les mouvements de libération nationale et la paysannerie que devraient, selon elle, mener les bolcheviks russes.

Le débat sur le droit à l'autodétermination se poursuit également au sein du

25) « Lettre ouverte aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine à l'occasion des victoires sur Dénikine », *Œuvres complètes*, tome 30, p. 301. Voir « La conquête de l'Ukraine et l'histoire de l'impérialisme russe », Zbigniew Kowalewski, 2022, publié par *Inprecor* n°695-696 (mars avril 2022).

26) *La crise de la social-démocratie*, 1915.

27) Tome 29, p. 137.



bolchevisme. Il s'est manifesté lors du Congrès du parti de 1919, où Lénine a ouvertement polémique avec Boukharine, qui opposait à ce droit celui de « l'autodétermination des travailleurs ». Lénine lui répond en ces termes :

« Notre programme ne doit pas parler d'autodétermination des travailleurs, parce que c'est faux. Il doit dire ce qui est. Puisque les nations se situent aux différentes étapes entre le Moyen Âge et la démocratie bourgeoise, puis entre celle-ci et la démocratie prolétarienne, ce point de notre programme est absolument juste. Nous avons décrit sur ce chemin de très nombreux zigzags. Il faut reconnaître

à chaque nation le droit d'autodétermination, ce qui contribuera à l'émancipation des travailleurs. » (27).

Il est bien connu que dans ces années d'encerclement impérialiste de la Russie, l'intérêt du bolchevisme était centré sur l'espoir d'une extension de la révolution

« La libération nationale des peuples opprimés est une exigence de toutes les masses populaires, prolétariat compris »

à d'autres pays européens, et en particulier à l'Allemagne. Mais ce n'est pas pour autant qu'ils étaient insensibles à la nouvelle vague de mobilisations qui s'annonçait dans la périphérie orientale de la

Russie. C'est ce qu'affirme Lénine dans son « Rapport au Congrès des organisations communistes des peuples de l'Est », tenu en novembre et décembre 1919 (28), tout en



insistant sur la nécessité d'« extirper tous les vestiges de l'impérialisme grand-russe pour lutter sans réserve contre l'impérialisme mondial », comme il l'a fait en novembre 1919 en s'adressant aux communistes du Turkestan.

Cette orientation se retrouve aussi bien dans son « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale » (29) que dans les thèses du deuxième congrès de l'IC (juillet 1920).

Cependant, Lénine y défend la fédération comme la voie souhaitable sur le chemin de l'unité des différents peuples qui se sont libérés de l'Empire tsariste.

Dans son « Rapport de la Commission nationale et coloniale » pour le deuxième Congrès de l'Internationale communiste, tenu en septembre 1920, le leader bolchevik réaffirme l'importance des mouvements de libération dans les pays « arriérés », tout en préservant l'indépendance politique des communistes et en soutenant ouvertement l'hypothèse selon laquelle les peuples de ces pays ne devraient pas nécessairement passer par le stade capitaliste.

C'est précisément en septembre 1920 que le premier Congrès des peuples de l'Est se réunit à Bakou. Des discussions animées ont eu lieu entre les dirigeants de l'Internationale communiste et d'autres organisations communistes de

l'Est concernant, entre autres, le rôle de la lutte de ces peuples dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire mondiale, ainsi que sur les relations avec le panislamisme. Ces discussions se poursuivront lors des congrès successifs, notamment lors du

quatrième congrès de l'IC (novembre 1922), sur le front unique anti-impérialiste et les relations avec les bourgeoisies des pays coloniaux, ainsi que sur la « question noire » en Amérique et son

rôle dans la lutte pour l'émancipation des peuples d'Afrique. Un traitement spécifique de ces débats dépasse le cadre de ce travail (30).

Cependant, l'application des principes établis sous le nouveau régime est rapidement affectée par divers conflits – notamment ceux de la Géorgie et la Pologne – qui mettent en lumière, déjà violemment, le poids du nationalisme grand-russe au sein du nouveau régime – et du « Parti ». Ainsi, à partir de 1920, s'imposera peu à peu la tendance à remplacer le « droit à la sécession » par le « droit à l'union » (31).

En effet, les tensions entre bolcheviques vont s'aggraver, par exemple lorsqu'en septembre 1922 les communistes géorgiens s'opposent à la création artificielle d'une République socialiste soviétique de Transcaucasie, formée par l'union de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de la Géorgie, et défendent l'indépendance de leur pays. C'est à eux que

Lénine, à qui l'information avait été cachée jusqu'à la fin de 1922, apporte son soutien, et c'est déjà à ce moment-là que Staline, profondément mécontent, en vient à qualifier la position de Lénine de « libéralisme national » (32) tandis que ce dernier déclare à son tour « la guerre à la vie et à la mort » contre le « chauvinisme grand-russe » qu'il voit représenté par Staline.

Cette confrontation entre ces deux positions est clairement exprimée dans la contribution « La question des nationalités ou de "l'autonomie" » (33), rédigée par Lénine les 30 et 31 décembre 1922. Il y critique l'« irritation » de Staline contre le « fameux social-nationalisme », l'accusant précisément de cela et soutenant que le rôle de l'internationalisme de la soi-disant « grande » nation doit être de compenser l'inégalité réelle. Lénine fait alors un nouveau pas en avant vers une approche pratiquement confédérale :

Aussi l'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite « grande » (encore qu'elle ne soit grande que par ses violences, grande simplement comme l'est, par exemple, l'argousin) doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité

« Lénine considère que le principal des défauts du texte de Rosa Luxemburg est son silence sur le lien entre le social-chauvinisme et l'opportunisme »

Lénine et Sverdlov lors de la cérémonie d'inauguration du monument à Marx et Engels, le 7 novembre 1918. © Ocup.



28) Matthieu Renault, *L'Empire de la révolution. Lénine et les musulmans de Russie*, Paris, Syllepse, 2017.

29) Juillet 1920, tome 31, p.145.

30) Pour une analyse de ces débats, lire Montserrat Galceran, *La bárbara Europa*, 2016. Le Congrès de Bakou, considéré par les puissances impérialistes occidentales (en particulier par le gouvernement britannique) comme une menace réelle, est actuellement revendiqué par un secteur des mouvements anticoloniaux comme un antécédent important (voir *Révolution. Une histoire culturelle* d'Enzo Traverso, La Découverte, 2022 et *Le premier congrès des peuples de l'Orient, Bakou 1920*, La Brèche/Radar).

31) *La révolution bolchévique (1917-1923)*, E.H. Carr, éditions de Minuit, 1974.

32) Staline, dans un échange avec Kamenev lors d'une réunion du Bureau politique russe le 28 septembre 1922, ira jusqu'à lui dire : « Je pense qu'il faut être dur avec Ilitch ». Voir *Le dernier combat de Lénine*, Moshe Lewin, Syllepse, 2015 et *Russie/URSS/Russie*, Moshe Lewin, Syllepse, 2017.

33) Œuvres complètes, tome 36, page 618, lettres au congrès constituant le « testament » de Lénine. Le projet présenté par Staline, comme le rappelle Moshe Lewin dans *Le dernier combat de Lénine*, prévoyait l'inclusion pure et simple des « républiques indépendantes » dans la Fédération de Russie en tant que « républiques autonomes ». Le projet stipulait en outre que le gouvernement de la République russe, son VCIK (Comité exécutif central) et son Sovnarkom (Conseil des commissaires du peuple) constitueraient désormais le gouvernement de l'ensemble.



qui se manifeste pratiquement dans la vie. [...] Quatrièmement, il faut introduire les règles les plus rigoureuses quant à l'emploi de la langue nationale dans les républiques allogènes faisant partie de notre Union, et vérifier ces règles avec le plus grand soin. [...] Et il ne faut jamais jurer d'avance qu'à la suite de tout ce travail on ne revienne en arrière au prochain congrès des Soviets en ne maintenant l'union des républiques socialistes soviétiques que sur le plan militaire et diplomatique, et en rétablissant sous tous les autres rapports la complète autonomie des différents commissariats du peuple. (34, souligné par J.P.).

Une proposition qui, dans le même article, s'accompagne d'un espoir renouvelé pour la lutte des peuples opprimés qui s'étend à l'Est contre l'impérialisme (35). Mais non sans exprimer sa crainte que « nous ruinions [aux yeux de l'Orient] notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres allogènes ». Il concluait ainsi par un nouvel avertissement à ses camarades pour éviter « les rapports impérialistes à l'égard des nations opprimées ».

Comme on le sait, la santé de Lénine se détériore dans les mois qui suivent, mais il ne cesse pas pour autant de manifester son malaise face à la politique de Staline à l'égard des nationalités, cherchant à obtenir le soutien de Trotsky, comme le rappelle Moshe Lewin :

Entre-temps, comme Lénine le lui a demandé, Trotsky rédige un vigoureux memorandum à l'intention des membres du Politburo, dans lequel il affirme que les tendances hyper-étatistes doivent être résolument rejetées, et critique les thèses de Staline sur la question nationale. Il souligne qu'une partie importante de la bureaucratie centrale soviétique voit dans la création de l'URSS le moyen de commencer à éliminer toutes les entités politiques nationales et autonomes (États, organisations, régions). Une telle attitude doit être combattue en tant que comportement impérialiste et anti-prolétarien. Le Parti doit être averti que, sous l'égide des "commissariats unifiés", il s'agit en fait d'ignorer les intérêts économiques et culturels des républiques nationale (36).

Néanmoins, Trotsky avait manqué l'occasion de présenter son memorandum critique au 12<sup>e</sup> Congrès du parti en avril,

34) Idem. Argousin est un vieux mot d'argot pour désigner, et surtout dénigrer, un policier, un militaire. 35) Idem.

35) Un souhait qu'il réitérera dans son célèbre article « Mieux vaut moins mais mieux » du 2 mars 1923, *Œuvres complètes*, tome 33, page 501.

36) Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*, Fayard, 2003. 37) Idem.

bien que, comme le rappelle également Lewin, « nous savons qu'il est passé très vite à une opposition déclarée à Staline. [...] La maladie ou une extrême fatigue ont-elles joué un rôle dans ce délabrement de l'intelligence politique de Trotsky, dont la suite des événements allait offrir d'autres exemples ? Sans doute est-ce une explication possible » (37). Des voix critiques se sont fait entendre lors de ce congrès, comme celles de Skrypnik, Rakovsky et Mirsaid Sultan-Galiev.

Plus tard, la Constitution adoptée en 1924 reconnaît formellement (chapitre 4, article 5) aux Républiques de l'Union « le droit de se séparer librement de l'Union », mais il en sera autrement. Staline finira par nier le droit à la séparation et mettra en œuvre en URSS un projet fondé sur l'hégémonie du nationalisme grand-russe dans le cadre d'un centralisme bureaucratique étatique. Un projet qui atteindra son apogée lors de la « Grande Guerre patriotique » contre le nazisme, mais qui n'atteindra cependant pas l'objectif de la formation d'un nouvel *homo sovieticus* qui aurait surmonté les différences nationales entre les divers peuples de l'URSS.

## Quelques enseignements de son évolution

Au cours de l'étude de l'évolution de la pensée politique de Lénine, je crois que l'on peut distinguer plusieurs étapes. Dans la première, il part du cadre de référence établi par Marx et Engels, ainsi que des débats qui se développent au sein de la II<sup>e</sup> Internationale, pour supposer que la classe ouvrière doit aussi s'atteler à la tâche de rechercher une solution démocratique à la question nationale par la reconnaissance du droit à l'autodétermination des nations opprimées. Il comprend ce droit comme le droit à la séparation ou à la sécession vis-à-vis de l'État dont les nations opprimées font partie, rejetant les formules alternatives telles que la fédération ou l'autonomie nationale-culturelle, et soutenant que les marxistes doivent être, sauf dans les cas résultant d'une analyse concrète de chaque situation concrète, opposés à la séparation. Il insère cette orientation dans une stratégie basée sur la centralité stratégique de

la classe ouvrière, sur l'internationalisme prolétarien et, par conséquent, sur le rejet des nationalismes, tout en sachant établir une distinction entre ceux des nations oppressives et ceux des nations opprimées et en proposant des tâches différentes pour les marxistes dans les unes et les autres.

À partir de 1913, au milieu des discussions au sein de la II<sup>e</sup> Internationale sur la caractérisation de la phase impérialiste et l'attitude à tenir face à la Grande Guerre, Lénine considère que l'impérialisme exacerbera de plus en plus les contradictions nationales, distingue trois groupes différents de pays dans lesquels se pose la question nationale et coloniale, et aborde quelques cas

“ Notre programme ne doit pas parler d'autodétermination des travailleurs, parce que c'est faux. Il doit dire ce qui est. Il faut reconnaître à chaque nation le droit d'autodétermination, ce qui contribuera à l'émancipation des travailleurs. ”

concrets d'Europe occidentale et sous l'Empire tsariste russe, en débattant ouvertement avec d'autres positions, en particulier celle de Rosa Luxemburg. Les cas de la séparation de la Norvège de la Suède en 1905 et de l'insurrection irlandaise

de 1916, ainsi que ceux qui se manifestent déjà en Russie, comme en Pologne, en Finlande, en Ukraine et en Géorgie, sont les plus significatifs de ces débats. À leur égard, il réaffirme sa défense du droit à l'autodétermination et à la sécession si ces peuples le souhaitent, bien qu'il considère que le cadre le plus souhaitable du point de vue des classes ouvrières des nations opprimées et oppressives serait celui d'un fédéralisme que l'on pourrait appeler de libre adhésion.

Enfin, après le triomphe de la Révolution russe en octobre 1917, la mise en œuvre de cette doctrine est promue, comme en témoigne la Déclaration des droits des peuples de Russie, mais le nouveau régime a très vite été confronté à la guerre civile et à l'éclatement de divers conflits nationaux et coloniaux à l'intérieur de ses frontières. C'est alors qu'il entre en confrontation de plus en plus ouverte avec le nationalisme grand-russe qui se manifeste au sein de son propre parti, dirigé par Staline. Contre cette tendance au renforcement de l'État central, Lénine, dans ses derniers écrits, se prononce en faveur d'un projet confédéral incluant le droit de séparation. La reconnaissance de ce droit dans la Constitution de l'URSS ne peut cependant pas cacher sa négation dans la pratique par un

“La santé de Lénine se détériore dans les mois qui suivent, mais il ne cesse pas pour autant de manifester son malaise face à la politique de Staline à l’égard des nationalités, cherchant à obtenir le soutien de Trotsky.”

régime de plus en plus centralisé et bureaucraté. C’est également à cette époque, bien qu’il l’ait déjà souligné après la révolution russe de 1905, que Lénine met l’accent, déjà dans le cadre de la Troisième Internationale et face à la frustration précoce des attentes révolutionnaires en Europe, sur le rôle de plus en plus important que vont jouer les mouvements de libération nationale des peuples de l’Est ; même si une certaine ambiguïté persiste dans l’utilisation de termes tels que « pays civilisés » et « pays arriérés », bien qu’il évoque déjà l’hypothèse que ces derniers n’ait pas nécessairement à passer par la phase capitaliste.

Après ce bref aperçu, il n’est pas difficile de comprendre, d’une part, le rejet radical par l’actuel dirigeant de la Russie, Vladimir Poutine, de l’héritage des thèses de Lénine sur la question nationale – et sa façon de les déformer en prétendant notamment et entre autres que c’est Lénine qui aurait « inventé » la nation ukrainienne, comme l’a rappelé Etienne Balibar dans la session des Journées Léninistes que nous avons partagée (38) – et, d’autre part, sa défense du vieux nationalisme grand-russe, dont Staline a été un fidèle continuateur.

Il semble évident que, bien que nous nous trouvions dans une époque très différente de celle qu’a vécue Lénine – dans laquelle nous assistons à une « polycrise » aux dimensions multiples, surdéterminée par une crise écosociale et climatique qui remet en question l’avenir de la vie humaine sous un capitalisme du désastre, il existe néanmoins des similitudes dans la persistance des relations d’oppression nationale et coloniale de nombreux États sur d’autres peuples à l’extérieur et à l’intérieur de leurs frontières. Le cas le plus tragique aujourd’hui est sans aucun doute le génocide que subit le peuple palestinien de la part d’un État colonial et raciste, avec la complicité des grandes puissances euro-étatsuniennes, raison pour laquelle on se doit d’exiger la reconnaissance du droit à l’autodétermination du peuple palestinien. Nous nous devons également de faire référence à l’injuste invasion russe de l’Ukraine et, par conséquent, à la nécessité de soutenir le droit du peuple ukrainien à l’autodéfense et à l’autodétermination,

sans pour cela omettre de critiquer la part de responsabilité que la stratégie d’expansion de l’OTAN a jouée dans ce conflit.

Parce qu’en effet, nous assistons à une crise géopolitique mondiale dans laquelle l’ancien système impérial, sous l’hégémonie des États-Unis, est en déclin relatif

et dans laquelle de nouvelles puissances mondiales et régionales émergent, avec la Chine en tête, et luttent pour une reconfiguration de l’ordre mondial actuel. Dans ce contexte, et dans le contexte de la fin de la « mondialisation heureuse », les conflits nationaux, à la fois entre les États et entre les États et les peuples qui revendiquent

leur droit à décider de leur avenir, n’ont cessé de se manifester dans différentes parties du monde.

C’est pourquoi, face aux différents cas qui se présentent à nous, il est nécessaire de suivre le conseil de Lénine de procéder à l’analyse concrète de chaque situation spécifique, mais toujours en partant, comme le recommandait également le leader bolchevique, d’une position internationaliste, opposée à tous les impérialismes, en défense du droit à l’autodétermination de tous les peuples et selon laquelle, par conséquent, « aucun peuple qui en opprime un autre ne peut être libre ». ■

Le 14 mars 2024

38) Etienne Balibar, « El giro “liberal” de Lenin ante la cuestión nacional, la fundación de la Unión Soviética y los orígenes de los actuales conflictos postsoviéticos », *Viento Sur*, 22 mars 2024.



Lénine à Gorki, fin 1923. © M. Oulianova



# Questions nationales, sociales, politiques – l'expérience de la Yougoslavie socialiste

L'histoire de la Yougoslavie est un exemple concret, bien qu'inachevé et plein de contradictions, de la possibilité d'une politique socialiste intégrant respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dimension démocratique et autogestionnaire et planification.

Par  
Catherine Samary

La guerre de 1914-1918, avec son nouveau partage du monde entre forces capitalistes, a vu le démantèlement des empires austro-hongrois et ottoman pendant que la révolution russe mettait fin à l'empire tsariste. Aux lendemains de ce conflit mondial, les grandes puissances ont soutenu la formation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes – pour résister à l'impact puissant de la révolution d'Octobre. Il prit le nom de Royaume de Yougoslavie en 1929 en devenant une dictature dominée par la dynastie serbe.

### Quels peuples – D'une Yougoslavie à l'autre

Cette première Yougoslavie, en position de semi-périphérie capitaliste, recouvrait à peu près le même espace territorial qu'occupera après la Seconde Guerre mondiale la seconde Yougoslavie dite « titiste » – du nom de son président communiste Josip Broz dit « Tito » – dont on voit sur la carte ci-contre les diverses républiques, provinces, nations et minorités.

Le Komintern – auquel adhéra dès sa naissance le Parti communiste yougoslave (PCY) fondé en même temps que le nouvel État – quali-

fiait ce royaume de « prison des peuples ». Le fait est que, si les Croates et Slovènes y furent initialement reconnus comme composantes du nouveau royaume, ils n'y disposaient pas du même statut que les Serbes bénéficiant du pouvoir de la dynastie serbe acquis au cœur de la résistance au sein de l'Empire ottoman. Et de plus, l'existence des autres peuples était occultée : Monténégrins, Macédoniens, musulmans de Bosnie – sans parler des minorités nationales.

Qui était « en droit » de se dire « peuple » (ou « nation » les deux notions étant souvent interchangeables) et d'être reconnu comme tel ? La réalité des diverses communautés nationales de cet espace ne provenait pas de « définitions » sémantiques. Et avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, elles ne pouvaient se revendiquer de droits reconnus internationalement : la Charte des Nations unies fut signée en 1945. Elle codifia

“ *Les slogans léninistes « la terre à ceux qui la travaillent » et « le droit à l'autodétermination des peuples » au cœur de la construction du socialisme en URSS étaient particulièrement importants et pertinents dans une Yougoslavie majoritairement paysanne et multinationale.* ”

les grands principes des relations internationales en reconnaissant le « principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes » (article 1. 2). Mais, au lendemain de la Première Guerre mondiale, la notion d'autodétermination n'est guère avancée qu'aux États-Unis – en raison de leur propre histoire.

La notion même de « nation » ou de « peuple » émerge avec des scénarios et contenus différents dans le contexte des



Catherine Samary

Catherine Samary est chercheuse en économie politique, spécialiste de la Yougoslavie et plus généralement de l'Europe de l'Est. Militante de la IV<sup>e</sup> Internationale en France, et notamment du NPA-A, elle est l'auteure entre autres de la *Déchirure yougoslave. Questions pour l'Europe* (L'Harmattan, Paris, 1994) et du *Marché contre l'autogestion : l'expérience yougoslave* (Paris, La Brèche, 1988). © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

grandes révolutions européennes du milieu du 19<sup>e</sup> siècle avec la création d'États-nations contre les monarchies en place : c'est ce qui fut appelé le « Printemps des peuples » de 1848. Même les interprétations se rattachant au marxisme qui en furent données furent confuses et parfois contradictoires et rapidement obsolètes : c'est notamment le cas de celle d'Engels sur « les peuples sans histoire » – thèse radicalement critiquée par le marxiste ukrainien Roman Rosdolsky (1). Selon Engels, tout une série de « petits » peuples ne parviendraient pas à créer leur



# Question nationale – Yougoslavie

État-nation et « donc » resteraient dépendants et soumis aux grandes puissances. La transformation de certains scénarios historiques en « modèles » – comme celui des États-nations – était particulièrement néfaste et fautive dans les Balkans. Bien d'autres configurations pouvaient émerger où les questions nationales imbriquées pouvaient trouver des représentations diverses au sein de logiques politiques et socio-économiques opposées. Les deux Yougoslavies allaient en témoigner.

L'échec de la première fut à la fois politique, socio-économique et national. Le « développement inégal et combiné » dans les périphéries capitalistes des Balkans avait été associé à diverses phases historiques. Lors de sa création en 1919, l'ensemble des peuples concernés par le nouveau royaume n'avaient jamais été réunis dans une même entité politique. Et seules les composantes intégrées dans l'Empire austro-hongrois – à la différence de celles qui étaient sous la domination ottomane – avaient connu un début d'industrialisation. Mais, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, donc à la fin

de cette première expérience yougoslave, aucune industrialisation n'avait été réalisée dans les vastes zones agricoles du sud du pays. La fédération fut envahie et démantelée par l'Allemagne et l'Italie fascistes au début de la Seconde Guerre mondiale. La dictature serbe avait été en même temps que prison des peuples, prison politique : elle interdit rapidement le PCY, dès qu'il remporta d'importantes victoires électorales. Il joua un rôle essentiel au sein de la Seconde Guerre mondiale en dirigeant la lutte des Partisans, inspirée par l'expérience soviétique. Revenons brièvement sur son histoire.

## Les marxistes yougoslaves et l'émergence d'un nouveau projet yougoslave socialiste

Plusieurs partis sociaux-démocrates implantés dans les populations slaves du sud s'étaient rapprochés en 1919 avec le projet de se fédérer. Mais le courant révolutionnaire l'emporta, en faveur d'un parti unifié, le Parti des travailleurs socialistes de Yougoslavie - Communistes (Socijalistička

radnička partija Jugoslavije - komunisti) qui décida d'adhérer au Komintern. Lors de son deuxième congrès en 1920, la composante radicale du parti prit le nom de Parti communiste de Yougoslavie (PCY) – alors que les courants centristes scissionnaient en rejoignant les sociaux-démocrates.

Le PCY devint rapidement un des plus influents de la région. Il organisa grèves et manifestations dans tout le pays, remportant la majorité des voix dans plusieurs grandes villes aux élections locales de mars 1920 – tout en impulsant une implantation syndicale en croissance rapide. Malgré la répression des dirigeants communistes et les tentatives d'invalider des succès électoraux, le PCY obtint, aux élections législatives du 28 novembre 1920, 12,36 % des voix et 58 des 419 sièges de l'assemblée constituante – avec une implantation qui s'étendait à toutes les nationalités. Il fut rapidement interdit.

1) Lire son texte et ses présentations par Benjamin Bürbaumer et Gérard Billy dans l'ouvrage *Friedrich Engels et les peuples « sans histoire »*. *La question nationale dans la révolution de 1848* (Éd. M, Page2, Syllepse, 2018).



# Question nationale – Yougoslavie

C'est en prison que Tito lut Lénine – enthousiasmé par les « Thèses d'avril » dont il s'inspira au cœur de la Seconde Guerre mondiale, estimant possible la transcendance de la guerre civile et de la lutte de libération nationale en révolution socialiste. Les slogans léninistes « la terre à ceux qui la travaillent » et « le droit à l'autodétermination des peuples » au cœur de la construction du socialisme en URSS étaient particulièrement importants et pertinents dans une Yougoslavie majoritairement paysanne et multinationale. En outre, dans la partie slovène de l'espace yougoslave notamment, les thèses des marxistes austro-hongrois étaient influentes. Celles d'Otto Bauer ouvraient à une inventivité historique où les héritages des questions nationales n'étaient pas seulement des traces d'un passé bourgeois à dépasser, mais une potentielle richesse à développer.

Même si de nombreux débats opposaient des projets différents, et si l'échec de la première Yougoslavie pouvait faire pencher certains courants vers des projets nationaux, c'est bien un nouveau projet yougoslave qui s'était construit dans l'organisation fédérative de la lutte elle-même impulsée par les Partisans communistes. Les comités de libération nationale organisaient la vie des zones libérées – y compris sur le plan culturel – sur la base de la diversité des nations mobilisées. L'Armée populaire de lutte antifasciste était elle aussi organisée sur des bases à la fois coordonnées par la direction du PCY et fédératives.

Ainsi, la deuxième session de l'AVNOJ – selon le sigle yougoslave de ce Conseil antifasciste de la libération nationale de la Yougoslavie – réunie fin novembre 1943 sur la base de délégués des divers comités de libération, fut le véritable acte constituant de la seconde Yougoslavie. Réunie à Jajce, elle fut à la fois une démonstration de force aux yeux des Alliés (conviés à y assister) au cœur de la lutte antifas-



Délégués du premier congrès du Parti socialiste du travail de Yougoslavie (communistes), Belgrade, 1919.

ciste, alors qu'ils avaient jusque-là soutenu officiellement la résistance des Tchetsniks nationalistes serbes royalistes soutenant le retour du roi réfugié à Londres – et de fait contre Staline. Car celui-ci comptait sur les PC non pour étendre la révo-

lution mais pour consolider le poids diplomatique et la reconnaissance internationale de l'URSS, « patrie du socialisme ». La « construction du socialisme dans un seul pays » aurait dû être la ligne appliquée par le PCY auquel Staline reprochait d'afficher la faucille et le marteau au lieu d'accepter de s'inscrire comme composante de la lutte antifasciste derrière les Tchetsniks : leur

horizon, selon Staline, aurait dû être d'obtenir une légalisation du PCY après la victoire et le retour du roi.

## **Le refus de subordination à la « construction du socialisme dans un seul pays »**

Mais la révolution yougoslave était suffisamment profonde et auto-organisée, y compris sur le plan militaire, pour

vaincre grâce à ses deux piliers programmatiques : le droit d'autodétermination de toutes les nations, dans un projet fédéraliste égalitaire, et les droits sociaux, notamment sur une base de redistribution planifiée des ressources et de l'industrialisation de tout le pays. Cette dimension va se concrétiser dans une innovation catalysée par la rupture avec Staline, « excommuniant les titistes » en 1948 – l'introduction dans la nouvelle Constitution yougoslave de « l'autogestion » : le PCY se réclama de la Commune de Paris et de Marx contre Staline et son étatsisme. Et les comités d'autogestion allaient prolonger de fait l'expérience des Comités de libération nationale, même si ceux-ci avaient été dissous au lendemain de la victoire sous pression stalinienne.

Mais la proclamation d'un projet socialiste yougoslave en rupture avec Staline fut un « repli » par rapport à un autre projet socialiste et multinational qui avait commencé à prendre forme dans des liens avec les PC de toute la région (y compris en Grèce et Bulgarie, mais aussi en Albanie) pendant la lutte antifasciste : un projet de fédération (ou confédération) balkanique. Celui-ci aurait été bien plus favorable à la réalisation d'un projet égalitaire entre nations slaves et non slaves (Albanais, Hongrois, notamment) de cet espace. La scission de 1948 fut sans doute décidée par Staline face à ce projet dont le contrôle lui échappait totalement. Mais l'Albanie voisine de Enver Hodja préféra rester dans le giron de Staline, en lien avec la Chine.

Si la ligne de « construction du socialisme dans un seul pays » voulue par Staline

“ *La révolution yougoslave était suffisamment profonde et auto-organisée, y compris sur le plan militaire, pour vaincre grâce à ses deux piliers programmatiques : le droit d'autodétermination de toutes les nations, dans un projet fédéraliste égalitaire, et les droits sociaux, notamment sur une base de redistribution planifiée des ressources et de l'industrialisation de tout le pays.* ”

échoua avec les avancées de la révolution mondiale au sein de la guerre, elle était porteuse de schismes par son irrespect voire sa répression de l'autonomie nationale des diverses luttes de libération. Le premier schisme de cette crise du stalinisme fut la rupture avec les révolutionnaires yougoslaves. Mais des tensions majeures ne pouvaient que se déployer avec tous les nouveaux pouvoirs révolutionnaires. Les communistes chinois et albanais profitèrent du fait que Staline reconnut la révolution chinoise plutôt que d'ouvrir un deuxième schisme. Mao rompit plus tard avec l'URSS de Khrouchtchev (après le XX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'Union soviétique critiquant partiellement Staline et rétablissant des liens avec les titistes) en

se réclamant de Staline – et donc en perpétuant les injures et mensonges de Staline sur la révolution yougoslave.

## La diversité des caractéristiques nationales héritées dans la Yougoslavie titiste

Les peuples ou nations du pays avaient émergé dans des contextes différents au sein des divers empires, sans détermination unique de ce qui avait produit une conscience, des luttes et des réalités « nationales ».

Ainsi, la langue pouvait avoir été un facteur essentiel pour les Slovènes – face aux tendances assimilatrices germaniques. La traduction de la Bible en slovène, la

construction et les publications d'une littérature slovène pouvait se prolonger dans les différentes expériences yougoslaves parce que le slovène était distinct du serbe et du croate – langues qui utilisaient des alphabets différents (cyrillique ou latin). La langue fut également un facteur constitutif de l'affirmation nationale des Albanais ou des Serbes au sein de l'Empire ottoman. Celui-ci reconnaissait des statuts différents selon les religions : l'adoption de la religion musulmane permit aux Albanais d'occuper des postes dominants contrairement aux Serbes majoritairement orthodoxes. Mais ils purent consolider un patriarcat orthodoxe serbe et leur identité propre.

Même en parlant la même langue et en adoptant la même religion que les Serbes, le peuple monténégrin s'en distinguait par son histoire – celle d'une résistance du type « village d'Astérix » qui l'a construit comme peuple spécifique. Des ébauches de diversification des formes d'organisation autonomes, au sein de l'Empire austro-hongrois, avaient également contribué à la construction des Croates, pendant que des minorités serbes assumaient des fonctions militaires de protection des frontières dans ce qui s'appelait « Krajina » (2). Autrement dit, toute sorte de scénarios historiques distincts marquèrent l'émergence des diverses populations « slaves du sud » (yougoslaves) : la Bosnie-Herzégovine (BH) en connut d'autres, partagée entre diverses entités selon les phases historiques. Pour protéger les peuples contre les nationalismes voisins croate ou serbe, Tito consolida le statut de république – sans peuple dominant, avec trois nations constituantes : Serbes, Croates et Bosniaques de BH parlaient la même langue de base, mais adhéraient à trois religions distinctes. Dernier exemple : le régime titiste consolida la Macédoine – et donc aussi la langue macédonienne et le peuple correspondant – contre les pressions assimilatrices bulgares ou grecques...

## Quelles approches des questions nationales par les marxistes yougoslaves ?

Comme Lénine, les communistes yougoslaves distinguaient les peuples ou « nations » (et droits nationaux) et les

2) Krajina est un toponyme slave signifiant « frontière » ou « marche ».

## Diversité de la Yougoslavie titiste

L'équation 1+2+3+4+5+6 est la base de fonctionnement : *un* peuple yougoslave (citoyenneté unique) ; *deux* alphabets ; *trois* religions ; *quatre* langues officielles ; *cinq* peuples constituants ; *six* républiques)

### Religions

Orthodoxes : 45,4 % (principalement parmi les Serbes, Monténégrins et Macédoniens).

Catholiques : 30,8 % (principalement parmi les Croates et Slovènes).

Musulmans : 17 % (principalement parmi les Bosniaques et Albanais)

### Langues officielles

Le slovène est parlé en Slovénie et dans quelques régions d'Autriche et d'Italie.

Le « serbo-croate » ou « croato-serbe » (avec deux alphabets latin et cyrillique) est utilisé en Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine et Monténégro.

Le macédonien (proche du bulgare) est parlé en Macédoine.

Les langues des minorités non slaves, l'albanais et le hongrois, ont acquis sous le régime de Tito le statut de langues officielles respectivement au sein des provinces du Kosovo et de Vojvodine dans la République de Serbie, tout en bénéficiant partiellement de droits relevant des langues officielles de la fédération (droit d'avoir des textes officiels dans ces langues ou d'être défendu en justice en utilisant ces langues, droits culturels locaux...).

Les « **peuples constituants** » sont répartis dans les républiques. Ces dernières sont donc sans homogénéité, elles sont toutes plurinationales (sauf la Slovénie). On parle donc de 5 peuples (serbe, croate, slovène, monténégrin, macédonien) – avec un 6<sup>e</sup> peuple reconnu comme tel dans les années 1960, les « Bosniaques » ou musulmans de B-H.

### Composition sociale du PCY en 1949

29,53 % d'ouvriers.

49,41 % de paysans (36,92 % de paysans pauvres et de prolétaires ruraux).

14,38 % d'intellectuels.

6,68 % divers.

### Composition sociale des membres des directions :

40 % d'ouvriers.

25 % de paysans.

19 % d'intellectuels.

18% d'autres.

### Niveaux de scolarisation des membres du parti :

De tous les membres du Parti, près de 60 % n'ont été qu'à l'école primaire ; 8 % ne sont passés par aucune école et le pourcentage d'analphabètes atteint 28,20 % dans le Kosovo, proche de l'Albanie, région la plus pauvre.

Parmi les directions : 68 % ne sont passés que par l'école primaire et 9,9 % n'ont fréquenté aucune école.



# Question nationale – Yougoslavie

nationalismes chauvins et violents qu'ils rejetaient comme volonté de s'affirmer comme supérieur aux autres. De même, ils distinguaient nations dominantes et dominées – analysées dans l'expérience vécue des divers empires et de la première Yougoslavie.

Le « contrat » révolutionnaire permettant de comprendre la victoire révolutionnaire yougoslave, à la fois contre les projets des puissances impérialistes et contre ceux de Staline, était une promesse radicalement égalitaire sur le plan des diverses nations et des droits sociaux – avec une augmentation du niveau de vie planifiée pour l'ensemble.

La critique de l'expérience stalinienne porta sur l'étatisme qui favorise la cristallisation bureaucratique.

Milovan Djilas, un des dirigeants de la révolution et du PCY, théorisa l'existence d'une « nouvelle classe » – ce qui lui valut d'être « écarté » de la vie politique. Mais sa critique de l'étatisme bureaucratique était partagée et subsista en se concrétisant jusqu'à la fin du système de diverses façons – notamment sur le plan institutionnel.

La rupture avec l'URSS n'était ni prévue ni souhaitée par les dirigeants yougoslaves – qui avaient tu (voire réprimé) toute

critique publique de Staline avant 1948, la qualifiant de trotskiste. Mais la sauvegarde de leur expérience prima sur toute fidélité à la « patrie du socialisme » pourtant vénérée.

La peur des nationalismes, destructeurs de tout projet commun, fut permanente. Les dirigeants yougoslaves s'efforcèrent de le combattre sur le plan institutionnel par des droits égalitaires et la croissance d'un jeune prolétariat –

dans des structures qui vont pragmatiquement évoluer.

Leur espoir était que l'expérience égalitaire allait favoriser ce combat. Mais ils furent prudents dans l'usage d'une idéologie « yougoslaviste » à cause de l'héritage de la première expérience : cette

notion y avait pris un contenu « unitariste » et oppresseur dans une fédération de fait dominée par la dynastie et le nationalisme serbes. C'est pourquoi cette idéologie niant la diversité et l'égalité des nations du projet yougoslave fut rejetée ; mais ils prônèrent dans chaque phase l'alliance des peuples et travailleurs de cet espace : car elle était une condition pour un meilleur rapport de force pour vaincre dans la lutte antifasciste, puis dans la construction d'une « voie yougoslave au

socialisme » résistant à la fois à l'ordre mondial capitaliste et à Staline.

Cependant, l'approche historique des questions nationales avait aussi conduit à espérer initialement, et au cours des années 1950, l'émergence d'une « identité yougoslave » distincte donc de l'unitarisme, mais appuyée sur la dimension ouvrière et socialiste du projet, consolidée par des droits d'autogestion sociaux et nationaux, apportant dignité et mieux-être. Les sondages effectués dans les années 1970 montraient la montée spontanée de cette nouvelle « identité » fondée sur des gains effectifs et une forte légitimité. Malheureusement les choix économiques dans la construction du socialisme – qui faisaient l'objet de débats entre marxistes depuis les années 1920 en URSS quant à la place du marché – et les limites politiques et institutionnelles de la démocratie du système allaient nourrir sa crise.

Pourtant, l'échec final ne doit pas occulter le caractère innovant du système et le pragmatisme des dirigeants yougoslaves attentifs aux revendications sociales et nationales. Les institutions introduites vont refléter la volonté de prendre en compte et permettre une approche combinée de plusieurs droits reconnus :

- une *citoyenneté universelle*, quelle que soit la diversité religieuse, culturelle, linguistique : avec représentation (une personne = une voix) dans le *Parlement fédéral* (mais dans un cadre de parti unique) ;

- *La diversité des nations* (ou peuples) constituantes représentées à parts égales (quelle que soit la taille des différents peuples) dans une *Chambre des nationalités* ;

- *L'exigence d'une direction multinationale* du pays au sein d'une *Chambre fédérale*. Dans les dernières décennies fut aussi introduite une « présidence collégiale » avec rotation annuelle de la présidence, où même les minorités nationales seront représentées – dans le but de préparer la succession de Tito.

- Les travailleurs furent dotés de droits *autogestionnaires* à partir de 1950, avec l'introduction à partir de 1953 d'une *Chambre des producteurs* (ou *Chambre de l'autogestion*).

Des évolutions marqueront les espoirs et désillusions, mais aussi la recherche pragmatique d'institutions plus contrôlables par « en bas » par les autogestionnaires travailleurs – avec l'espoir que les

“*La peur des nationalismes, destructeurs de tout projet commun, fut permanente. Les dirigeants yougoslaves s'efforcèrent de le combattre sur le plan institutionnel par des droits égalitaires et la croissance d'un jeune prolétariat – dans des structures qui vont pragmatiquement évoluer.*”



Milovan Djilas et Josip Tito pendant la Seconde Guerre mondiale.



Caricature stalinienne contre Tito, accusé de fomenter des « plan d'agression contre l'Union soviétique, contre l'Albanie, contre la Hongrie... »

tendances nationalistes seraient ainsi contrebalancées.

• En 1953, la Chambre des nationalités a été fusionnée avec la Chambre fédérale en espérant (prématurément) l'émergence d'un « yougoslavisme » national. Mais elle sera réintroduite dans la Constitution suivante (1958).

• Entre 1958 (après le premier congrès des conseils ouvriers – ou de l'autogestion) et 1963, le rôle des communes a été renforcé en tant que structure socio-politique de base, tandis que différents conseils ont été introduits en plus du conseil fédéral, exprimant la volonté de stimuler l'émergence de projets et de consciences socio-économiques et culturelles transnationales socialistes.

Mais un talon d'Achille allait se concrétiser dans le « débat économique » – avec la supposée « loi objective » que le marché serait censé « révéler » – contre ce qui était perçu et dénoncé comme l'arbitraire des choix « politiques » du parti unique : l'hypothèse que le « marché socialiste » serait moins bureaucratique que la planification – et les pressions décentralisatrices venant à la fois des

unités autogestionnaires et des républiques poussèrent en 1965 à l'introduction du « socialisme de marché », supprimant le plan. Les inégalités rapides et les tensions liées à cette phase vont l'interrompre dès 1971. Mais les dégâts resteront durables.

Les réformes successives au cours de trois décennies (de 1950 à la fin des années 1970) exprimeront une combinaison conflictuelle évolutive entre ces trois dimensions désormais structurales du système :

“ L'échec final ne doit pas occulter le caractère innovant du système et le pragmatisme des dirigeants yougoslaves attentifs aux revendications sociales et nationales. Les institutions introduites vont refléter la volonté de prendre en compte et permettre une approche combinée de plusieurs droits reconnus. ”

- d'un côté, contre l'arbitraire du parti/État planificateur, l'extension du marché (débarassé de la propriété privée capitaliste des moyens de production et de sa logique de profit) ;

- mais cette ouverture au marché est renforcée par la volonté d'introduire des droits autogestionnaires de gestion des entreprises publiques par les travailleurs ; l'atomisation initiale va être atténuée par l'introduction au niveau politique d'une Chambre de l'autogestion (aux différents niveaux territoriaux, notamment communes, républiques) ;

- enfin, la volonté de représentation égalitaire des nations (ou peuples)

Caricature stalinienne contre Tito, identifiée aux nazis : « la hache et son manche ».

THE AXE AND ITS HANDLE



co-fondatrices de la fédération yougoslave va se traduire par les institutions fédérales et Chambres des nations indiquées plus haut.

Deux limites intrinsèques subsistent jusqu'à la fin du système en se combinant à des évolutions pragmatiques répondant aux conflits : l'absence de représentation des femmes et le système de parti unique (sans droit de tendance) : ce sont les dirigeants du PCY qui décidèrent des réformes et de leurs changements.

Mais il faut noter en outre une ambiguïté majeure sur les « questions nationales » : quel était le sujet réellement reconnu : les peuples ou nations au sens ethno-culturel, ou les « républiques » États de la fédération ? Or les deux notions furent introduites dans les Constitutions et les institutions. Et elles n'étaient pas pleinement superposables, comme on l'a dit, sauf en grande partie pour la Slovénie, la plus homogène des républiques sur le plan ethnique, avec

3) Milovan Djilas (1911-1995) a été membre du Parti communiste de Yougoslavie, dans lequel il joua un rôle important dans la résistance aux nazis. Proche de Tito, il a évolué dans les années 50, critiquant Tito et publiant notamment *La nouvelle classe : une analyse du système communiste*.

4) Edvard Kardelj (1910-1979), membre du Parti communiste depuis 1926, dirigeait la branche slovène des Partisans durant la Seconde Guerre mondiale. Ministre des affaires étrangères de 1948 à 1953, il était un des principaux théoriciens du modèle autogestionnaire yougoslave.

5) Lire « Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie : 1968 aux antipodes de 1989 », Catherine Samary, *Contretemps.eu*.

# Question nationale – Yougoslavie

de surcroît un peuple slovène lui-même concentré dans cette république.

Les migrations avaient légué bien des mélanges au sein des autres républiques. Plutôt que de chercher à construire des républiques ethniquement homogènes (par l'organisation de migrations forcées) le PCY a tenu à *baser les républiques sur des frontières historiques, laissant chaque communauté choisir librement où vivre*. L'hypothèse de républiques ethniquement hétérogènes était également associée aux droits de libre circulation dans tout le pays. Les frontières des républiques – établies avec soin par Milovan Djilas (3) – prenaient donc en compte l'héritage de républiques ou entités politiques nées au sein des empires ou de la première Yougoslavie, et non pas la répartition des peuples (au sens ethno-national) qui se répartissaient librement entre les républiques – avec des majorités.

Cette prise en compte de l'histoire et de ses migrations s'accompagnait de la volonté de donner à chaque peuple constituant plusieurs formes de représentation et de pouvoir : d'une part au sein de la Chambre des nationalités, avec un pouvoir de contrôle et de veto ; mais aussi par la gestion de choix politiques territorialisés – et non pas ethnicisés : soit au niveau du Parlement pour l'ensemble de la fédération ; soit au niveau des républiques. Et celles-ci étaient généralement composées de majorités ethno-culturelles déterminant leur nom. Ainsi même si les républiques étaient hétérogènes, chaque peuple avait une république « référente » où il était majoritaire.

Par exemple, la République de Serbie comportait une majorité serbe mais aussi une minorité croate en Vojvodine (et des minorités serbes se retrouvaient dans diverses républiques). De même la république de Croatie avait une majorité croate (et une minorité serbe dans les Krajina), etc.

Seule la Bosnie-Herzégovine n'avait pas de nom correspondant à une ma-

rité ethno-nationale, mais désignait un territoire. Comme on l'a dit, la direction titiste avait ainsi voulu la protéger sur le plan constitutionnel (contre ses voisins nationalistes serbes ou croates) en s'appuyant sur la reconnaissance de trois « peuples constituants » – les bosno-croates, les bosno-serbes et les « musulmans » au sens ethno-culturel, dits « bosniaques » (que les nationalistes serbes ou croates voulaient « s'approprier »).

## L'amélioration des droits sociaux et nationaux

Tous les changements constitutionnels du vivant des dirigeants historiques de la révolution ont fondamentalement été décidés par Tito et Kardelj (4). Ils jouaient un rôle d'arbitre dont la légitimité fut associée à la consolidation et extension des droits reconnus, pour les divers peuples et pour les travailleurs autogestionnaires. En effet, chaque Constitution, depuis 1950 jusqu'à la dernière de 1973, a vu augmenter à la fois les droits de l'autogestion et les droits nationaux – le « contrat » révolutionnaire était de ce point de vue respecté.

Mais outre les limites démocratiques évoquées, l'ambiguïté entre peuple et république (donc entre nation ethno-culturelle et État) ne pouvait rester stable : les pouvoirs d'État négociaient les réformes, pas les « peuples » éclatés sur plusieurs républiques. Et les républiques étaient des États, marqués par une bureaucratisation croissante.

Les droits nationaux croissants concédés à chaque réforme étaient donc en fait des droits étatistes républicains qui accentuèrent l'aspect confédératif du pays et les tensions nationalistes. D'autant plus que les choix économiques aggravaient les écarts régionaux. Les transformations de la planification et de la place du marché vont se traduire par une perte de pouvoir du « centre » fédéral rendu possible par le démantèlement du plan et le contrôle du commerce extérieur dans le contexte du « socialisme de marché ».

Face à la montée des grèves dans les années 1960 – et des revendications égalitaires du mouvement étudiant de Belgrade en 1968 (5) (« Pour une autogestion de bas en haut ! Contre la "bourgeoisie rouge" » !) – combinée à la montée

des inégalités sociales et régionales produites par la concurrence de marché, la direction titiste amorce la dernière réforme du système (avant la mort de Tito et Kardelj en 1980).

Cette dernière Constitution de 1971-73 fut d'une extrême fragilité : elle rendait certes possible des contre-poids prolétariens multinationaux face à la montée des nationalismes exclusifs, en réintroduisant une logique de planification contractuelle entre travailleurs autogestionnaires. Mais sa conception anti-étatiste s'appuyait sur une logique anarcho-sindicaliste de planification uniquement « par en bas », à partir des nouvelles unités de base de l'autogestion, les OBTA (Organisation de base du travail associée). Celles-ci divisaient les grandes entreprises en petites unités dotées des droits autogestionnaires ; elles visaient à contrer le pouvoir croissant des technocrates de ces grosses entreprises qui tendaient à s'allier avec ceux des banques. Le système bancaire décentralisé entre 1965 et 1971-73 fut à nouveau « socialisé » et placé sous contrôle des entreprises. Et les Chambres de l'autogestion furent supposées capables d'exercer un contre-poids aux décisions nationalistes des pouvoirs républicains.

Mais au début des années 1970, des mouvements nationalistes, notamment dans les républiques les plus riches (Slovénie et Croatie), avaient revendiqué plus d'autonomie, en particulier dans le contrôle des devises de leur commerce extérieur. Et ils avaient aussi exigé un pouvoir consolidé sur le plan fédéral et s'étaient donc opposés à l'introduction d'une Chambre de l'autogestion fédérale.

Lors du Congrès de l'autogestion, convoqué par le PCY à Sarajevo en 1971, Tito et Kardelj exprimèrent explicitement leurs craintes face à ces concessions, en présentant aux travailleurs des amendements constitutionnels donnant plus de pouvoir aux républiques (6). Les travailleurs étaient conviés à rester attentifs et à se mobiliser si les droits nationaux se transformaient en nationalismes explosifs.

Dans son étude sur des grèves ouvrières dans deux entreprises au début des années 1990 et publiée en anglais en 2021, Goran Music (7) souligne qu'une des revendications portées par les grévistes était l'introduction d'une

6) Textes du congrès de l'autogestion, Sarajevo 1971. Éd. yougoslave.

7) Voir le compte rendu fait par Xavier Bougarel dans la revue *Balkanologie* en 2021 : Goran Music, *Making and Breaking the Yugoslav Working Class. The Story of Two Self-Managed Factories*.

8) Voir Catherine Samary, *Le marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave*, 1988, Ed. Publisud-La Brèche. Et pour un retour d'ensemble sur cette expérience, Catherine Samary, *D'un communisme décolonial à la démocratie des communs*, Ed. du Croquant, 2017.





Usine d'outil autogérée en Yougoslavie (Slovénie), en 1961. © Jože Gal \ Domaine public.

Chambre de l'autogestion fédérale. Mais il était déjà trop tard. Et les travailleurs n'avaient plus de soutien dans les instances politiques centrales du régime après la mort de Tito et Kardelj au début des années 1980...

Les années 1980 furent marquées par ce que j'ai désigné comme une véritable « impasse » dans un système où ne dominait « ni plan ni marché », ni pouvoir des travailleurs autogestionnaires (8), avec un creusement simultané des écarts régionaux poussant les républiques riches vers la sécession ; et la montée des grèves n'a pas trouvé d'alternative cohérente.

Le creusement des inégalités et l'envol des conflits nationaux et sociaux ne pouvait plus être colmaté par l'arbitrage de plus en plus contesté d'un parti pénétré par le bureaucratisme, la corruption et les conflits nationalistes – sans que les travailleurs autogestionnaires aient, sur le plan syndical et politique, les moyens de gérer cette crise, d'un point de vue socialiste autogestionnaire. Ce fut la fin de l'expérience yougoslave. Elle ne doit pas être enterrée. ■

Le 11 novembre 2024

## Souscription pour le congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale

L'Internationale organise son congrès mondial au mois de février 2025. Ce sera l'occasion pour environ 200 délégués, venu-es du monde entier, de se rencontrer pour échanger.

Nous constatons que le monde est particulièrement compliqué à appréhender actuellement, avec la crise multiple que connaît le capitalisme, qui combine crises économique, sociale, politique, écologique, montée de l'extrême droite, etc. Comparer les situations dans les différents pays, comme nous le faisons par des échanges de textes, des débats dans tous les pays avant de nous retrouver pour le congrès, est extrêmement utile pour mieux analyser et agir.

Pour répondre à ces défis, nous discutons d'un nouveau Manifeste pour la Quatrième Internationale basé sur notre orientation écosocialiste et décrivant le monde que nous voulons construire. Nous discuterons également de l'état du monde autour de notre résolution internationale avec deux focus spécifiques sur la Pales-

tine et l'Ukraine, de notre activité dans les mouvements sociaux des exploités et des opprimés où nous construisons des forces de lutte de classe, et bien sûr du renforcement de notre propre Internationale.

Mais organiser un congrès coûte beaucoup d'argent, puisqu'il faut louer un centre résidentiel pour pouvoir accueillir les délégués, avoir une équipe complète d'interprètes et du secrétariat, aider les camarades des pays du Sud – de l'Asie, l'Afrique, l'Amérique Latine – à payer leurs billets de transport, qui sont devenus beaucoup plus chers depuis l'apparition du Covid.

Si vous pouvez contribuer financièrement, n'hésitez pas à nous contacter !

Et bien sûr, participez aux débats dans votre pays !

### Pour faire des dons :

Compte: A.F.E.S.I.

(Association pour la Formation, l'Éducation, la Solidarité Internationale)

IBAN: BE03 0013 9285 0884

BIC/SWIFT code: GEBABEBB

**23 500 € / 50 000 €**



25 novembre

# Dans la rue contre les violences faites aux femmes



## Inde

La journée a été célébrée dans toute l'Inde. Plusieurs réunions, marches, discussions et webinaires ont commémoré l'événement. Elle a été organisée tant au niveau gouvernemental que par diverses organisations de la société civile.



## Italie

On était environ 150 000, pour la plupart des jeunes (femmes, LGBTQ, hommes solidaires) pour la 9<sup>e</sup> édition de la manifestation convoquée par Non Una Di Meno et par la coordination des centres antiviolenza, avec la participation de plusieurs dizaines d'autres groupes (trans)féministes. D'autres manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes, la soirée du 25N même.



## Grèce

La journée de mobilisation s'est tenue dans les grandes villes avec comme thème central la lutte contre les assassinats de femmes et l'inclusion dans le droit de la notion de féminicide.



## Belgique

Cette année, plus de 3 000 personnes ont défilé dans les rues de Bruxelles pour la manifestation annuelle contre les violences de genre. Un nombre en légère progression au regard des éditions précédentes, et une mobilisation d'autant plus positive que, cette année, le mot d'ordre de solidarité internationale (avec les femmes de Palestine et du Liban, notamment) était mis en avant, rendant la manif sensiblement plus radicale que les précédentes.



## Suisse

Rouges Putes a organisé, devant le Palais de Justice à Genève, une déclamation de « poèmes furieux » de la poétesse Perrine Le Querrec, inspirés de témoignages de survivantes de violences à Paris et Genève. Selon l'agence de presse Keystone-ATS, environ 10 000 participant-es ont manifesté, malgré le froid glacial. Plus de 90 organisations avaient appelé à cette manifestation.

